



**REPUBLIQUE DU NIGER  
MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE  
PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE  
FAMILIALE (ProDAF)**

## **RAPPORT D'ACTIVITES 2017**

### **BILAN D'EXECUTION CONSOLIDE DU PLAN DE TRAVAIL ET BUDGET ANNUEL (PTBA) 2017 DU ProDAF DANS LES REGIONS DE MARADI, TAHOUA ET ZINDER AU 31 DECEMBRE 2017**

**Guichets :  
ProDAF/FIDA/ASAP  
ProDAF/FEM  
ProDAF/OFID**

*DECEMBRE 2017*



Table des matières	
<b>LISTE DES TABLEAUX</b> .....	4
LISTE DES FIGURES : .....	4
<b>ABREVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES</b> .....	5
INTRODUCTION.....	9
I. DESCRIPTION SUCCINCTE DU PROGRAMME .....	11
1.1 Objectifs et composantes du programme .....	11
1.2 Approches d'intervention et Zone : .....	11
II. VUE D'ENSEMBLE DE L'EXECUTION DU PROGRAMME .....	13
2.1. Pertinence du programme.....	13
2.2. Efficacité et efficacité du programme .....	14
2.3. Effets et impacts du programme.....	15
2.4. Avancement de la mise en œuvre de l'Approche PDE .....	15
III.          BILAN PHYSIQUE ET FINANCIER DU PTBA 2017 DU ProDAF AU 15 Décembre .....	17
3.1.  SYNTHESE DE L'EXECUTION PHYSIQUE GLOBALE DU PTBA 2017 PAR COMPOSANTE.....	17
3.2.  SYNTHESE DE L'EXECUTION PHYSIQUE GLOBALE DU PTBA 2017 PAR UNITE DE GESTION.....	17
3.3.  SYNTHESE DE L'EXECUTION PHYSIQUE GLOBALE DU PTBA 2017 PAR GUICHET DE FINANCEMENT.....	18
3.5.  SYNTHESE DES REALISATIONS PHYSIQUES DU PTBA (PRODUITS LIVRES/ATTEINTS) AU 31 Décembre2017 PAR COMPOSANTE TECHNIQUE.....	19
3.5.1.  Synthèse des produits atteints/livrés au titre du PTBA-2017 au niveau de la composante A « Renforcement durable de l'agriculture familiale » au 15 Décembre .....	19
3.5.2.  Synthèse des produits atteints/livrés au titre du PTBA 2017 au niveau de la composante B « Accès aux marchés des exploitations familiales» au 15 Décembre .....	21
3.5.3.  Synthèse des réalisations financières du PTBA 2017 du Programme au 31 Décembre2017 par guichets de financement .....	21
3.5.4.  Synthèse des réalisations financières du PTBA 2017 du Programme au 31 Décembre 2017 par Unité de gestion du programme .....	22
3.5.5.  Synthèse des réalisations financières du PTBA 2017 du Programme au 31 Décembre2017 par Unité de gestion du programme *.....	23
3.5.6.  Synthèse des réalisations financières du PTBA 2017 du Programme au 31 Décembre2017 par Unité de gestion du programme.....	24
IV.          ETAT D'EXECUTION PHYSIQUE ET FINANCIERE DU PTBA ET DU PLAN D'ACTION DU 31 Décembre2017 ? PAR COMPOSANTE, PAR CATEGORIE ET PAR ACTIVITE STRUCTURANTE (AS) POUR LES GUICHETS ProDAF/FIDA&ASAP, ProDAF/OFID, ProDAF/FEM .....	25
4.1.  Synthèse de l'exécution financière du PTBA 2017 par composante pour les guichets ProDAF/FIDA&ASAP, ProDAF/OFID, ProDAF/FEM.....	25
4.2.  Synthèse de l'exécution financière du PTBA 2017 par catégorie pour les guichets ProDAF/FIDA&ASAP, ProDAF/OFID, ProDAF/FEM.....	25
4.3.1.  Etat de mise en œuvre de la composante A : « renforcement durable de l'agriculture familiale » par Activité Structurante (AS) .....	26
<b>4.3.1.1. Etat d'exécution physique et financière de l'AS1 : Ouvrages CES/DRS et aménagement des espaces pastoraux dont la cartographie et le SIG</b> .....	26

4.3.1.2. Etat d'exécution physique et financière de l'AS2 : Infrastructures de mobilisation des eaux .....	29
4.3.1.3. Etat d'exécution physique et financière de l'AS3 : Aménagement des sites de Petite irrigation.....	31
4.3.1.4. Etat d'exécution physique et financière de l'AS4 : Adaptation de l'Agriculture pluviale au changement climatique .....	33
4.3.1.5. Etat d'exécution physique et financière de l'AS5 : Développement des cultures irriguées.....	34
4.3.1.6. Etat d'exécution physique et financière de l'AS6 : Amélioration du petit élevage et de l'aviculture .....	36
4.3.1.7. Etat d'exécution physique et financière de l'AS7 : Renforcement organisationnel et institutionnel.....	37
4.3.1.8. Etat d'exécution physique et financière de l'AS8 : Leadership féminin et amélioration de la sécurité nutritionnelle .....	38
4.3.2. Etat de mise en œuvre de la composante B : « Accès aux marchés » par AS.....	40
4.3.2.1. Etat d'exécution physique et financière de l'AS9 : Construction des plateformes de commercialisation .....	40
4.3.2.2. Etat d'exécution physique et financière de l'AS10 : Construction/réhabilitation des pistes rurales.....	43
4.3.2.3. Etat d'exécution physique et financière de l'AS11 : renforcement des structures de gestion .....	45
4.3.2.4. Etat d'exécution physique et financière de l'AS12 : Appui aux investissements productifs au sein des PDE.....	47
4.3.2.4. Etat d'exécution physique et financière de l'AS13 : Intégration régionale des échanges .....	48
4.4. Etat de mise en œuvre de la composante C « Gestion et coordination du programme, suivi-évaluation et gestion des savoirs » .....	50
4.4.1. Etat de mise en œuvre de la composante C « Gestion et coordination du programme, suivi-évaluation et gestion des savoirs » .....	50
4.4.1. Etat d'exécution physique et financière des activités du Suivi Evaluation du ProDAF .....	50
4.3.1.2. Etat d'exécution physique et financière des activités de Communication .....	52
V. PRINCIPALES CONTRAINTES/DIFFICULTES RENCONTREES .....	55
5.1. Les principales contraintes et difficultés rencontrées et qui ont impacté négativement sur l'exécution du programme pendant la période sous revue sont les suivantes : .....	55
VI. CONCLUSION.....	56

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Répartition des PDE par région :.....	12
Tableau 2 : Synthèse de la planification stratégique des activités du ProDAF sur les 8 ans.....	16
<b>Tableau 3 : Produits livrés /atteints pour la composante A.....</b>	<b>19</b>
<b>Tableau 4: Produits livrés /atteints pour la composante B.....</b>	<b>21</b>
Tableau 5: Niveau global de réalisation du PTBA et par Guichet :.....	22
<b>Tableau 6 : Etat d'exécution financière par composante pour les guichets ProDAF/FIDA&amp;ASAP, ProDAF/OFID, ProDAF/FEM .....</b>	<b>25</b>
<b>Tableau 7 : Réalisation financière du guichet ProDAF/FIDA&amp;ASAP par catégorie .....</b>	<b>25</b>
<b>Tableau 8 : Réalisation financière du guichet ProDAF/FEM par catégorie.....</b>	<b>26</b>
<b>Tableau 9: Réalisation financière du guichet ProDAF/OFID par catégorie.....</b>	<b>26</b>
<b>Tableau 10 : Niveau de réalisation physique au 31/06/2017 de l'AS1 .....</b>	<b>27</b>
<b>Tableau 11: Niveau de décaissement de l'AS1 au 31 Décembre2017 .....</b>	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
<b>Tableau 12 : Niveau d'exécution de l'AS2.....</b>	<b>30</b>
<b>Tableau 13: Niveau de décaissement de l'AS2 au 31 Décembre2017 .....</b>	<b>30</b>
<b>Tableau 14 : Niveau d'exécution de l'AS3.....</b>	<b>32</b>
<b>Tableau 15: Niveau de décaissement de l'AS3 au 31 Décembre2017 .....</b>	<b>32</b>
<b>Tableau 16 : Niveau d'exécution de l'AS4.....</b>	<b>34</b>
<b>Tableau 17: Niveau de décaissement de l'AS4 au 31 Décembre2017 .....</b>	<b>34</b>
<b>Tableau 18 : Niveau d'exécution de l'AS5.....</b>	<b>35</b>
<b>Tableau 19: Niveau de décaissement de l'AS5 au 31 Décembre2017 .....</b>	<b>35</b>
<b>Tableau 20 : Niveau d'exécution de l'AS 6 : .....</b>	<b>36</b>
<b>Tableau 21: Niveau de décaissement de l'AS6 au 31 Décembre2017 .....</b>	<b>37</b>
<b>Tableau 22 : Niveau d'exécution de l'AS7 :.....</b>	<b>38</b>
<b>Tableau 23: Niveau de décaissement de l'AS7 au 31 Décembre2017 .....</b>	<b>38</b>
<b>Tableau 24 : Niveau d'exécution l'AS8.....</b>	<b>39</b>
<b>Tableau 25: Niveau de décaissement de l'AS8 au 31 Décembre2017 .....</b>	<b>39</b>
<b>Tableau 26 : Niveau d'exécution de l'AS9.....</b>	<b>40</b>
<b>Tableau 27: Niveau de décaissement de l'AS9 au 31 Décembre2017 .....</b>	<b>42</b>
<b>Tableau 28 : Niveau d'exécution de l'AS10.....</b>	<b>44</b>
<b>Tableau 29: Niveau de décaissement de l'AS10 au 31 Décembre2017 .....</b>	<b>44</b>
<b>Tableau 30 : niveau d'exécution de l'AS11 .....</b>	<b>46</b>
<b>Tableau 31: Niveau de décaissement de l'AS11 au 31 Décembre2017 .....</b>	<b>46</b>
<b>Tableau 32 : Tableau du niveau d'exécution de l'AS12.....</b>	<b>47</b>
<b>Tableau 33: Niveau de décaissement de l'AS12 au 31 Décembre2017 .....</b>	<b>47</b>
<b>Tableau 34 : Niveau d'exécution de l'AS13.....</b>	<b>49</b>
<b>Tableau 35: Niveau de décaissement de l'AS13 au 31 Décembre2017 .....</b>	<b>49</b>
<b>Tableau 36 : Niveau d'exécution financière des activités de S-E .....</b>	<b>51</b>
<b>Tableau 37 : Niveau d'exécution financière des activités de Communication.....</b>	<b>53</b>
<b>Tableau 38 : Niveau d'exécution financière des activités de dialogue politique : .....</b>	<b>54</b>
<b>Tableau 39 : Niveau de réalisation financière du volet coordination et gestion du Programme.....</b>	<b>55</b>

## LISTE DES FIGURES :

Figure 1: Exécution physique globale du PTBA 2017 et du 1 <sup>er</sup> semestre et par Unité de gestion ..	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Figure 2 : Exécution physique du PTBA 2017 par composante et par guichet de financement.....	18
Figure 3 : Etat de mise en œuvre des recommandations .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>

## **ABREVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES**

ACAP : Appui Conseil Agricole Paysan  
AcSSA : Action pour la Sécurité et la Souveraineté Alimentaires  
ADL : Agent de Développement Local  
AECID: Agence Espagnole Coopération Internationale pour le Développement  
AEF : Analyse Economique et Financière  
AEP : Aménagement des Espaces Pastoraux  
AGR : Activité Génératrice de Revenu  
AICS : Agence Italienne pour la Coopération au Développement  
APD : Avant-Projet Détaillé  
APS : Avant-Projet Sommaire  
AS: Activité Structurante  
ASAP : Adaptation for Smallholder Agriculture Program  
AUE : Association des Usagers de l'Eaux  
BAGRI : Banque Agricole du Niger  
BEEEI : Bureau d'Evaluation Environnementale et des Etudes des Impacts  
BER : Brigade d'Entretien Routier  
BID : Banque Islamique de Développement  
BTP : Bâtiment et Travaux Publics  
BV: Bassin Versant  
CCS : Centre de Collecte Satellite  
CDP : Caisse de Dépôt et de Prêt  
CENAT: Cellule Nationale d'Assistance Technique  
CEP : Champs Ecole Paysan  
CEPM: Champs Ecole Paysan  
CERRA : Centres Régionaux de Recherche Agricole  
CES/DRS : Conservation des Eaux du Sol/Défense et restauration des Sols  
CGES : Cadre de Gestion Environnementale et Social  
CGPP : Plan de Gestion des Pestes et pesticides  
CILSS : Comité Inter-Etat de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel  
CMNNC : Commission Mixte Nigéro/Nigériane de Coopération  
CNSEE : Centre National de Surveillance Ecologique  
COGES : Comité de Gestion  
COSOP : Programme d'option stratégique pays  
COSTAB : Table des coûts  
CP : Comité de Pilotage  
CPM : Chargé de Portefeuille  
CPRP : Cadre Politique de réinstallation des Population  
CRA : Chambre Régionale de l'Agriculture  
CSSA: cadre stratégique de Sécurité Alimentaire  
CTL : Cellules Techniques Locales  
DANO : Demande d'Avis de Non Objection  
DAO : Dossier d'Appel d'Offre  
DCP : Document de Conception du Programme  
DDEL : Direction Départementale de l'Élevage  
DGEF : Direction Générale des Eaux et Forêts  
DIPE : Dispositif d'Intensification de la Production en Elevage

DLP : Demi-Lune Pastorale  
DMP : Dossier de Micro Projet  
DRA : Direction Régionale de l'Agriculture  
DRE : Direction Régionale de l'Environnement  
DREL : Direction Régionale de l'Elevage  
DRF : Demande de remboursement des Fonds  
FAO : Food and Agriculture Organization  
FCFA : Franc de la Communauté Financière de l'Afrique de l'Ouest  
FEM : Fonds pour l'Environnement Mondial  
FEM-PAI : Programme d'Approches Intégrées sur la Sécurité Alimentaire  
FF : Forfait  
FIDA : Fonds International de Développement Agricole  
GACAP : Groupes d'Appui Conseil Agricole Paysan  
GDT : Gestion Durable des Terres  
GFS : Grenier Féminin de Soudure  
GIE : Groupement d'Intérêt Economique  
GSC : Groupement de Service Conseil  
i3N : Initiative les Nigériens Nourrissent les Nigériens  
ICRISAT : International Crops Research Institute for the Semi-Arid Tropics  
IF : Institution Financière  
INRAN : Institut National de la Recherche Agronomique du Niger  
INSAH : Institut du Sahel  
IRE : Intégration Régionale des Echanges  
JPO : Journée porte ouverte  
MAEP : Mini Adduction d'Eau Potable  
MAG/EL : Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage  
MDG: Marché de Demi Gros  
MECAT : Mutuelle d'Epargne et de Crédit  
MER : Micro Entreprise rurale  
OFID : Fonds de l'OPEP pour le Développement International  
OME : Ouvrage de Mobilisation des Eaux  
ONG : Organisation Non Gouvernementale  
OP : Organisation Paysanne  
PAM : Programme Alimentaire Mondial  
PAPI : Projet d'Appui à la Petite Irrigation  
PASADEM: Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire et au Développement dans la région de Maradi  
PAU : Politique Agricole de l'UEMOA  
PDE : Pôle de Développement Economique  
PDES : Programme de Développement Économique et Social  
PECEA : Projet de Promotion de l'Emploi et de la Croissance Economique dans l'Agriculture  
PFC : Plate-Forme de Commercialisation  
PI : Petite Irrigation  
PPI : Projet de Petite Irrigation  
PPILDA : Projet de Promotion de l'Initiative Local pour le Développement à Aguié  
PRACC : Projet d'Appui Croissance et la Compétitivité  
ProDAF : Programme de Développement de l'Agriculture Familiale

PTBA : Programme de Travail et de Budget Annuel  
PTF : Partenaires Techniques et financiers  
PUSADER+ : Projet d'Urgence d'appui à la Sécurité Alimentaire et au Développement Rurale  
RECA Réseau des Chambre d'Agriculture du Niger  
RNA : Régénération Naturelle Assistée  
SDDCI : Stratégie de Développement Durable et Croissance Inclusive  
SDDCI : Stratégie de Développement Durable et Croissance Inclusive  
SHARP : Schéma Holistique pour l'auto-évaluation Paysanne de la Résilience Climatique  
SIG : Système d'Information Géographique  
SIMA : Système d'Informations sur les Marchés Agricoles  
SPIN : Stratégie de Petite Irrigation au Niger  
SPR/CR : Secrétaire permanent /Code Rural  
STD : Service Technique Déconcentré  
SVPP : Service Vétérinaire Privé de Proximité  
TBV : Traitement des Bassins Versants  
TDR : Termes de Référence  
TEF : Taux d'Exécution Financière  
TEP : Taux d'Exécution Physique  
TRP : Taux de Réalisation Physique  
TRF : Taux de Réalisation Financière  
UAM : Université Abdou Moumouni  
UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest Africain  
URGP: Unité Régionale de Gestion du Programme  
VSF : Vétérinaire Sans Frontière

### Liste des Accords de financement du ProDAF en vigueur au 31/12/2017

Projet/Programme	Référence des Accords de financement	ETAT
<b>PASADEM</b>		
Don/FEM	GEF-FSP-15-NE	Activé
Prêt/FIDA	instrument financier n° 1000004147 réf.: L-I-853-NE	Actif
<b>PPI Ruwanmu</b>		
Don/FIDA	instrument financier n° 1000004323 réf.: G-I-C-1390-NE	Actif
Prêt/FIDA	instrument financier n° 1000004321 réf.: L-I-877-NE	Actif
Prêt/Fonds Fiduciaire Espagnol	instrument financier n° 1000004327 réf.: L-E-14-NE	Actif
<b>PAMIRTA</b>		
Prêt/Coopération Italienne	réf. : F.ROT/AID 13/009/0	Actif
<b>PUSADER +</b>		
Prêt /OFID	Accord de financement n° 1559P	Actif
<b>ProDAF/FIDA&amp;ASAP</b>		
ProDAF/ASAP	Instrument financier n° 20000001117	Actif
ProDAF/FIDA Don	Instrument financier n° 20000001116	Actif
ProDAF/FIDA Prêt	Instrument financier n° 20000001115	Actif
Prêt supplémentaire FIDA	Instrument financier N° 2000000111542	Actif
Don supplémentaire FIDA	Instrument financier N° 2000000111541	Actif
Don supplémentaire	Instrument financier n° 2000000111645	Actif
Prêt supplémentaire	Instrument financier n° 2000000111647	Actif
<b>ProDAF/OFID</b>		
Prêt /OFID	Prêt N° 1683P	Actif
<b>ProDAF/FEM</b>		
ProDAF/FEM	Don N°200001618	Actif

## INTRODUCTION

L'Etat du Niger a conçu et développé des stratégies et politiques sectorielles, telle que : i) la Stratégie de Développement Durable et Croissance Inclusive (SDDCI) Vision 2035, ii) le Programme de Développement Économique et Social (PDES) 2012-2015, iii) l'Initiative 3N (i3N), iv) la Stratégie de Petite Irrigation au Niger (SPIN) etc. afin de réduire de moitié le taux de la pauvreté et de la malnutrition d'ici 2025.

Pour rendre opérationnelle ces stratégies, le Gouvernement a négocié et obtenu avec ses partenaires le financement de plusieurs projets et programmes de développement. Le Programme de Développement de l'Agriculture Familiale (ProDAF) est l'aboutissement d'une volonté du Gouvernement du Niger et du FIDA pour soutenir l'agriculture familiale.

Le ProDAF ambitionne de mettre à grande échelle les expériences positives des projets PASADEM et PPI-Ruwanmu dans les Régions de Maradi, Tahoua et Zinder sur une période de 8 ans (2015-2023). Il est financé à hauteur de 207 millions de dollars US (à la conception) par plusieurs Partenaires Techniques et Financiers (PTF) notamment le Fonds International de Développement Agricole (FIDA), la Coopération Espagnole/AECID, la Coopération Italienne (PAMIRTA), le Fonds de l'OPEP pour le Développement International (OFID) et le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), et le Fonds d'adaptation aux changements climatiques (ASAP).

La mise en œuvre du ProDAF se base sur des plans de travail et budgets annuels (PTBA) qui font l'objet des bilans d'exécution semestriels et annuels approuvés par le comité de pilotage du Programme.

A cet effet, le ProDAF a déjà, à son actif trois (3) PTBA élaborés, validés par le comité de pilotage et le FIDA et mis en œuvre par les URGP et la CENAT. Le PTBA 2017, presque en fin d'exécution a été approuvé par la session du Comité de Pilotage (CP) tenue à Zinder en décembre 2016 et validé par le FIDA en janvier 2017 pour un montant total de 15 725 275 213 FCFA. Le bilan de la mise en œuvre de ce PTBA, au 30 juin 2017 a mis en évidence un taux d'exécution physique global de 39% avec un taux de réalisation financière 24% qui restent globalement modestes eu égard aux objectifs annuels fixés. En vue de faciliter une exécution plus efficace et plus performante du programme, une révision budgétaire, proposée par le management du Programme a été soutenue par la 3e mission de supervision conjointe FIDA/Gouvernement. Ainsi, le coût prévisionnel de ce Plan de Travail et de Budget Annuel (PTBA) 2017, révisé à une enveloppe s'élevant à 14 186 791 823 FCFA a été approuvé par la deuxième session ordinaire du Comité de Pilotage (CP) tenue à Zinder les 10 et 11 Août 2017 et non objecté par le FIDA.

Donc, l'exécution du Programme pour l'exercice 2017 s'est poursuivie sur la base de ce nouveau PTBA révisé qui permettra d'atteindre les principaux livrables suivants:

- 31 877 ha de terres dégradées réhabilitées dont 28 350 ha à travers la Régénération naturelle Assistée (RNA) et 3 527 hectares de terres agro-sylvo-pastorales à travers les ouvrages de CES/DRS ;
- 23 Ouvrages de Mobilisations des Eaux (OME) essentiellement constitué de seuil d'épandage ;
- 610 ha en petite irrigation sont aménagés dont 580 ha à travers le mécanisme de financement à coûts partagés au profit de 1 740 producteurs;
- 155 CEP et 192 CEPM mis en place au profit de 8 675 stagiaires ;
- 51 DIPE, 1 025 Kits petits ruminants et 225 kits volaille au profit 1 530 de bénéficiaires;
- 103 centres d'Alphabétisation au profit de 2 880 bénéficiaires (les femmes et les jeunes) ;
- 5 marchés de demi gros, 6 plateformes de commercialisation, 6 maisons de paysans et 6 centres de collectes au niveau des PDE prioritaires en 2017 ;

- 7 structures de gestion de marchés mise en place et encadrés
- 7 structures d'entretien routier mise en place, équipés et formés ;
- 5 Micro Entreprises Rurales (MER) financés.

Le présent document qui tient lieu de pré rapport annuel d'activités du ProDAF dresse le bilan de mise en œuvre de PTBA 2017 révisé tant sur le plan physique que financier du programme au 31 Décembre 2017. Les détails des informations sur l'état d'exécution physique et financière présenté dans ce document concerne particulièrement les guichets ProDAF/FIDA/ASAP ; ProDAF/FEM et ProDAF/OFID qui sont les nouvelles sources de financements du ProDAF. Pour les anciens guichets (PASADEM, PPI-Ruwanmu, PUSADER+) des bilans spécifiques ont été également élaborés pour la même période.

Ce document est structuré de la manière suivante :

- Introduction
- Description succincte du programme
- Vue d'ensemble de l'exécution du programme
- Bilan physique et financier du ProDAF au 31 Décembre 2017
- Etat de l'exécution physique et financière du PTBA 2017 par composante et par activité structurante (AS)
- Principales contraintes/difficultés rencontrées et les mesures correctives adoptées
- Etat de mise en œuvre des recommandations de la dernière mission de supervision conjointe
- Conclusion
- ANNEXES

## I. DESCRIPTION SUCCINCTE DU PROGRAMME

### 1.1 Objectifs et composantes du programme

L'**objectif global** du Programme est de contribuer à assurer durablement la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et les capacités de résilience aux crises de 290 000 ménages ruraux des régions de Maradi, Tahoua et Zinder.

**Son objectif de développement** est d'augmenter durablement les revenus de 240 000 exploitations agricoles familiales (dont 80 000 pour la région de Zinder), leur résilience aux chocs extérieurs, dont les changements climatiques, ainsi que leur accès aux marchés locaux, urbains et régionaux des régions de Maradi, Tahoua et Zinder.

**Les résultats attendus en termes d'impacts de la mise en œuvre du ProDAF** sont entre autres i) La réduction de l'indice de pauvreté régionale; ii) La réduction du taux de malnutrition infantile (% filles/garçons souffrant d'insuffisance pondérale, de malnutrition chroniquement ou aiguë), iii) L'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages ciblés (réduction du nombre de mois de la période de soudure, diversité du régime alimentaire), iv) L'amélioration de la résilience climatique de 290 000 des ménages.

**Les principaux indicateurs** retenus pour des impacts en lien avec l'objectif du développement du programme sont les suivants : i) Le nombre de ménages ayant bénéficié des services du programme, ii) La proportion des producteurs/trices ayant augmenté la marge nette de leurs activités agricoles, iii) L'augmentation de l'indice d'accumulation des actifs/biens des ménages ciblés, iv) L'augmentation des volumes de transaction des produits agricoles sur les marchés réhabilités et v) Le nombre de producteurs ayant amélioré leur résilience climatique.

Pour atteindre son objectif de développement susmentionné, le ProDAF est structuré en trois composantes dont deux techniques (A et B) et une de coordination, gestion du programme, suivi évaluation et gestion des savoirs (C) :

- **Composante A: Renforcement de l'agriculture familiale durable** : avec comme objectif l'augmentation durable de la productivité des exploitations agricoles familiales.
- **Composante B: Accès aux marchés** : qui vise l'amélioration de l'accès aux marchés pour les entreprises agricoles familiales.
- **Composante C: Coordination et gestion du Projet, suivi-évaluation et gestion des savoirs** : dont l'objectif est de mettre en place les mécanismes permettant de planifier, coordonner, gérer, suivre et évaluer la mise en œuvre des activités et les impacts du projet.

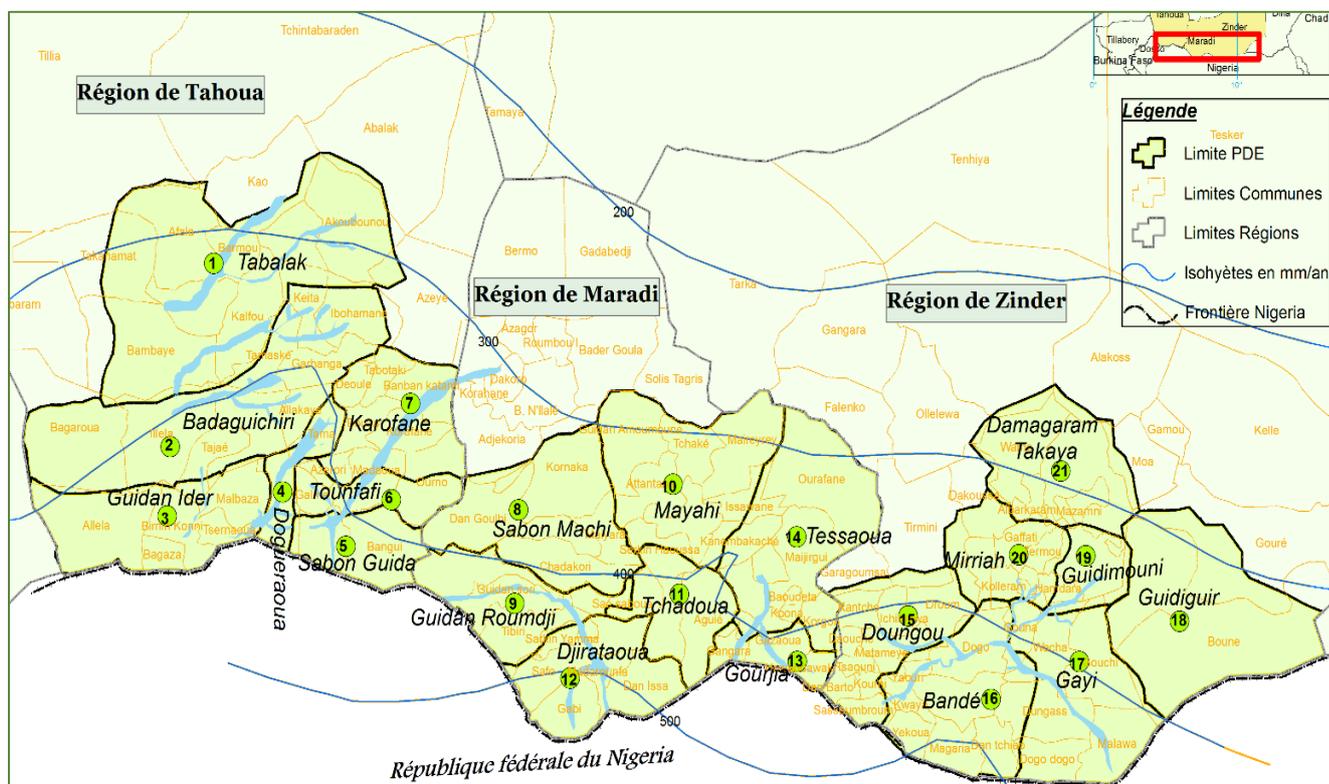
### 1.2 Approches d'intervention et Zone :

La mise en œuvre du ProDAF repose sur des équipes comprenant des ressources humaines compétentes, des instruments efficaces de suivi-évaluation et de gestion fiduciaire, une base de connaissances conséquente, et un réseau de partenaires diversifié. Le ProDAF est bâti sur les leçons tirées des projets du FIDA (PASADEM pour l'agriculture pluviale et les marchés de céréales, le PPI Ruwanmu pour les cultures irriguées, les AUE et les marchés de produits maraîchers ainsi que le dispositif de pistes rurales commun aux deux projets) et des autres PTF. Les synergies et complémentarités seront développées avec les autres projets avec lesquels le ProDAF partagera des activités, ainsi qu'avec les autres intervenants dans le domaine de l'adaptation au changement climatique, de la mobilisation des eaux, de la petite irrigation, du développement des marchés notamment les instances communales, les organisations de producteurs tant à la base qu'au niveau régional, et les services techniques de l'état.

Le ProDAF met en œuvre ses activités autour de 21 Pôle de Développement Economique (PDE<sup>1</sup>) dans les régions de Zinder, Maradi et Tahoua comme décrit dans le tableau ci-dessous :

Tableau 1 : Répartition des PDE par région :

PDE de Maradi	PDE de Zinder	PDE de Tahoua
1. Tessaoua	1. Gayi	1. Badaguichiri
2. GuidanRoumdji.	2. Bandé/Magaria	2. Guidan Ider
3. Djirataoua	3. Mirriah	3. Karofane
4. Sabon Machi	4. Damagarm Takaya	4. Tounfafi
5. Gourgia	5. Guidimouni	5. Dougueraoua
6. Mayahi	6. Guidiguir	6. Sabon Guida
7. Tchadoua	7. Doungou/Matameye	7. Tabalak



Carte 1 : Zone d'intervention du ProDAF

<sup>1</sup> Un PDE est un espace socio-économique mettant en relation les différents acteurs des bassins de production et bassins versants corrélés, des centres de collecte et marchés de demi-gros, reliés entre eux par des pistes de désenclavement ou de desserte, en connexion avec les zones de consommation nationales et transfrontalières.

## II. VUE D'ENSEMBLE DE L'EXECUTION DU PROGRAMME

### 2.1. Pertinence du programme

#### ❑ **Par rapport au contexte de la zone d'intervention :**

Le ProDAF intervient dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder dans les zones où les contraintes majeures de l'agriculture sont de nature climatique, économique, technique, mais également organisationnelle. L'accès aux facteurs de production (intrants, équipements), aux services d'appui conseil, à la finance rurale et aux marchés reste restreint pour l'écrasante majorité de producteurs vivant dans cette zone à vocation agropastorale.

L'intervention du ProDAF se justifie également par la vulnérabilité des populations ciblées. Sur la base des deux enquêtes de référence SYGRI<sup>2</sup> réalisées auprès de 900 ménages des zones cibles du PASADEM (dans la région de Maradi uniquement) et 900 autres du PPI-Ruwanmu (dans les trois régions), il apparaît que plus de 98% des ménages vivent de l'agriculture et utilisent encore pour la plupart des outils manuels. Nombreux sont les ménages faisant également de l'élevage. Toutefois, 56% d'entre eux sont encore confrontés à une longue période de soudure d'environ cinq mois et demi dans la zone PASADEM contre 88% en zone Ruwanmu pour une durée de six mois et demi. Les taux de malnutrition des enfants âgés de moins de cinq ans sont très alarmants, avec 54% des enfants souffrant de malnutrition chronique, 13% de malnutrition aigüe et 41% d'insuffisance pondérale (46%, 19% et 40% respectivement pour le Ruwanmu), ce qui dépasse de très loin les seuils d'urgence de l'OMS (30% pour la malnutrition chronique et 10% pour l'aigüe) et entrave sérieusement le développement humain et économique du pays. La quasi-totalité des ménages utilise du bois pour cuisiner (99-100%) ce qui contribue ultérieurement à la dégradation de l'environnement. Les taux d'analphabétisme restent très élevés, avec seulement 15% de la population masculine sachant lire et écrire et 4% de la population féminine. Les jeunes sont légèrement plus alphabétisés avec des taux.

Le ProDAF, avec son paquet d'activités axées essentiellement sur (i) la protection et d'aménagement de la base de production ; (ii) la mise à l'échelle des bonnes pratiques et techniques de production ; (iii) le renforcement du cadre organisationnel des OP pour booster la production agro-sylvo-pastorale et (iii) la création d'un cadre de commercialisation avantageuse pour tous les acteurs des marchés devrait contribuer à la résolution des contraintes majeures sus évoquées.

#### ❑ **Par rapport aux politiques et stratégies :**

Du point de vue cohérence, le ProDAF s'inscrit dans les orientations des politiques régionales agricoles notamment: (i) le cadre stratégique de Sécurité Alimentaire dans une perspective de lutte contre la pauvreté (CSSA) du CILSS; (ii) la politique agricole de l'UEMOA (PAU); et (iii) la politique agricole de la CEDEAO (ECOWAP).

Le ProDAF est en cohérence avec le Programme d'Option Stratégique du FIDA pour le Niger (COSOP) 2013-2018. Il est également en cohérence avec la stratégie de ciblage, du genre, et de changement climatique du FIDA. Il est aligné avec les instruments de politique de développement et de soutien aux différents secteurs économiques et en particulier au secteur agricole : i) *la Stratégie de Développement Durable et Croissance Inclusive (SDDCI) Vision 2035 promue par le Ministère du Plan, de l'Aménagement du Territoire et du Développement Communautaire ; ii) le Programme de Développement Économique et Social (PDES) 2012-2015 ; iii) la Stratégie de Petite Irrigation au Niger (SPIN), l'Initiative 3N (i3N) et le Plan d'accélération de l'Initiative 3N pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et le développement agricole durable.*

---

<sup>2</sup> SYGRI: Système de Gestion des Résultats et de l'Impact

## 2.2. Efficacité et efficience du programme

Au 31 Décembre 2017, le niveau d'exécution des activités prévues au titre du PTBA 2017 du ProDAF pour l'ensemble des guichets est évalué de point de vue physiquement à un taux global de 79% dont 75% pour le guichet ProDAF/FIDA/ASAP ; 85% pour le FEM, 73% pour le ProDAF/OFID, 70% pour le PASADEM, 84 % pour le PPI RUWANMU et 100% pour le PUSADER+. Pour la même période, le taux d'exécution financière ou taux de décaissement est de 67%. En prenant en compte les engagements fermes qui seront soldés au 31 décembre 2017, le taux de réalisation financière du PTBA 2017 sera à 74 % tout guichet confondu (Cf. tableau N°5). Le taux de décaissement global pour les nouveaux guichets (ProDAF/FIDA&ASAP, ProDAF/OFID, ProDAF/FEM) est de 66% par rapport au PTBA

Si les niveaux de décaissements restent faibles, il n'en demeure pas moins qu'en terme de livraison de produits depuis la mise en vigueur (20 septembre 2015) du Programme au 31 Décembre 2017, soit après un peu plus de deux ans, les guichets<sup>3</sup> ProDAF/FIDA&ASAP, ProDAF/OFID, ProDAF/FEM ont déjà enregistré d'importants résultats pour les activités financées ou cofinancées. Ainsi l'on peut noter à titre de bilans non exhaustifs :

- ❑ 72 876 ménages bénéficiaires des actions du programme (25% par rapport à la cible globale DCP) dont 33 019 ménages en 2017;
- ❑ 5891 ha (soit 32% de la cible globale) de terres dégradées récupérées en amont et en aval des bassins versants, dont 3 570 ha traités au cours de l'année 2017;
- ❑ 21 050 ha de terre mis en régénération naturelle assistée (RNA), soit 6% de la cible globale et qui peut atteindre 13% de la cible globale à la fin de l'année;
- ❑ 207 Champs Ecoles Paysans (CEP) mis en place et aminées dont 133 nouveaux (pour 2017);
- ❑ 251 CEPM mis en place dont 122 CEPM nouveau en cours d'installation dans ce dernier trimestre de 2017 ;
- ❑ 76 DIPE dont 41 nouveaux soit un taux de 46% de la cible globale mis en place et animés;
- ❑ 1418 kits caprins (soit 32% de la cible globale) mis en place au profit de 1418 femmes des ménages vulnérables des régions de Tahoua, Maradi et Zinder ;
- ❑ 24 greniers féminins de soudure mis en place dans les régions Tahoua et Zinder pour une capacité de 140 tonnes de stocks pour la gestion des périodes de soudure ;
- ❑ 149 tonnes de kits de semences –engrais distribuées aux ménages vulnérables dans les trois régions ;
- ❑ 104 centres alpha (dont 46 pour 2017) mis en place et opérationnalisés (29% de la cible globale) ;
- ❑ 2 Maisons de paysan construites (22%) dans la région de Zinder (PDE de Bandé et Doungou) ;

En plus à travers les autres guichets (PASADEM, PPI-Ruwanmu, PUSADER+) les principaux produits livrés au cours de l'année 2017 sont :

- ❑ 3 Marchés de demi-gros ; 1 centre de collecte à travers le PASADEM réceptionnés
- ❑ 108,44 km de pistes rurales à travers le PUSADER+ réalisés en cinq (5) tronçons.
- ❑ 123,19 km de pistes rurales à travers le PPI-Ruwanmu réceptionnés, réalisés en trois tronçons.
- ❑ L'efficacité de l'équipe du programme est quant à elle matérialisée par la gestion de la mise en œuvre de plusieurs guichets de financement et la poursuite des actions de mobilisations de ressources supplémentaires.

<sup>3</sup> Pour les autres guichets (PASADEM, PPI-Ruwanmu et PUSADER+) des bilans spécifiques sont élaborées comme annexe du présent document.

### 2.3. Effets et impacts du programme

Après deux ans de mise en œuvre, même s'il n'y a pas eu d'évaluation pour une appréciation suffisante et globale les effets/ impacts du programme, on peut néanmoins relever quelques effets spécifiques liés à la mise en œuvre d'un certaines d'activités. Il s'agit de :

- 27 049 ha de terres faisant l'objet d'une gestion améliorée des sols<sup>4</sup> ;
- Création d'emplois temporaires et amélioration des revenus des ménages bénéficiaires mobilisés et plus 2 milliards de FCFA par le PAM -ProDAF de revenus transférés aux ménages à travers le cash fort asset dont de 992 665 764 FCFA pour le ProDAF;
- Une production moyenne de 1 587,45 kg/ha de fourrage a été enregistrée sur des sites de traitement de bassin versant dans la région de Maradi<sup>5</sup> ;
- Taux d'adoption variant de 75% à 100% des méthodes et techniques de production agricole vulgarisées à travers les CEP/CEPM, ACAP, DIPE) au profit de 13 369 personnes (4 679 femmes) formées ;
- Taux d'application des méthodes et techniques de production animales est de 100% chez les apprenants des DIPE ;
- La réduction du coût de transport au niveau des tronçons réalisés et en cour d'utilisation de 1000 F à 600 FCFA pour les personnes de Tchinkaki à Bagaye et de 800 FCFA à 400 FCFA de Serkin Yamma à Maradi pour un sac de 100 kg<sup>6</sup> ; 17% d'augmentation des marges brutes des principaux acteurs économiques après la construction des pistes (un taux de 13% à Maradi et 37% à Tahoua) ;
- Une augmentation des recettes des communes passant de 1019 300 à 2015100 FCFA des (Commune de Kanan Bakaché) ; de 121950 à 384 000FCFA (Commune de Kalfou) et de 1826500 à 3 552 2750FCFA (Commune de Issawane) sur une période de cinq mois avant et après la piste

### 2.4. Avancement de la mise en œuvre de l'Approche PDE

La stratégie de mise en œuvre du ProDAF se base sur l'approche Pôle de Développement Economique (PDE) qui consiste à : (i) protéger et sécuriser durablement la base de la production agro-sylvo-pastorale, (ii) booster la production dans les bassins de production tout en renforçant les capacités d'organisation des producteurs, (iii) créer les conditions d'une commercialisation avantageuse aux acteurs des marchés ruraux et de valorisation des produits (transformation et la conservation) par le développement des marchés, et l'amélioration du réseau routier (désenclavement des zones de production).

Elle se base sur une concentration des activités par phasage au niveau des 21 Pôles de Développement Economique (PDE) dans les régions de Tahoua, Maradi et Zinder en vue de maximiser les impacts de ses interventions de façon suivante :

<sup>4</sup> CES/DRS, RNA, Fixation des dunes, haie vives, aménagement des couloirs de passage

<sup>5</sup> Source Rapport d'évaluation de la biomasse sur les sites récupérés 2017/Maradi

<sup>6</sup> Darft de l'étude effet-impact des pistes PUSADER+

*Tableau 2 : Synthèse de la planification stratégique des activités du ProDAF sur les 8 ans<sup>7</sup>*

<b>Nb PDE pour les trois régions / An / Phase</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
<b>Phase 1 (P1) :</b> Reconnaissance des sites et études de base	2	4	2	1				
<b>Phase 2 (P2) :</b> Ingénierie sociale stratégique, études génie civile	11	3	7	5	2	2		
<b>Phase 3 (P3) :</b> Ingénierie civile, ingénierie sociale opérationnelle, appui-conseil technico-économique	3	12	12	7	7	5	4	4
<b>Phase 4 (P4) :</b> Appui à la Gestion de l'infrastructure, appui-conseil technico-économique				8	12	7	6	5
<b>Phase 5 (P5) :</b> Stratégie de Sortie et mesures de l'impact						7	11	6

Le niveau d'avancement de la mise en œuvre de l'approche PDE se déroule comme prévue avec 4 PDE en phase 1 (*Gayi, Guidguir, Mayahi*) ; 3 PDE en phase 2 (*Mirriah, Kourafane et Badaguichiri*) et 12 PDE en phase 3 (*Bandé, Doungou Guidmouni, Tessaoua, Guidan Roundji, Sabon Machi, Djirataoua, Tchadoua, Gourjia, Sabon Guida, Doguéraoua et Tabalak*). Suivant les régions, la situation se présente comme suit :

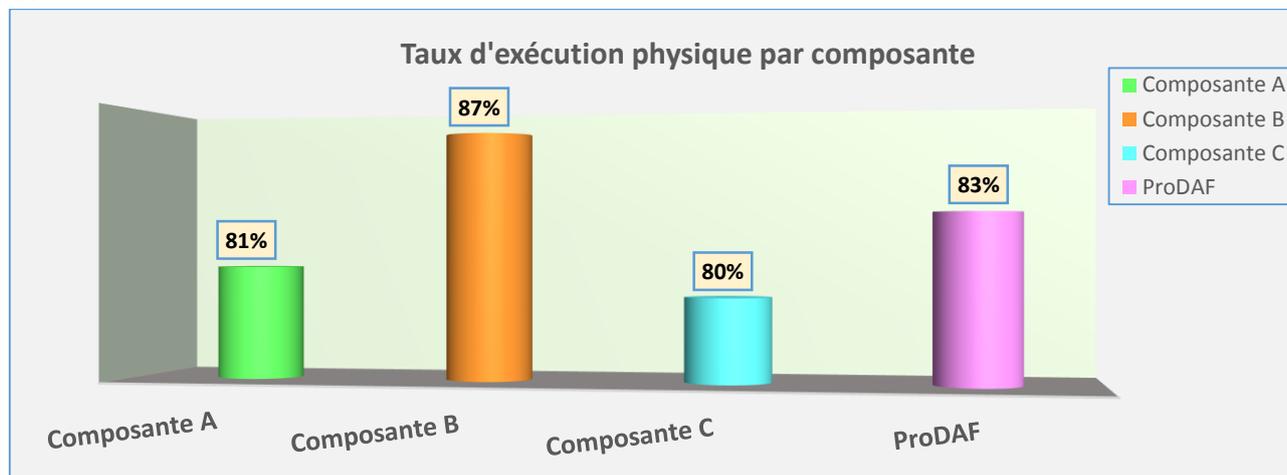
Depuis le démarrage du programme, les activités sont planifiées et mises en œuvre en articulation avec celles enclenchées par les anciens projets PASADEM et PPI-Ruwanmu et sur la base de principes directeurs que sont entre autres: la concentration d'activités autour des bassins de production et marchés, l'appui à l'émergence et au renforcement des capacités d'une société civile organisée en milieu rural (*Hadin Gwiwa, OP*) participant aux prises de décisions, une stratégie opératoire alliant ingénierie sociale d'abord puis civile après et le déploiement des activités et à quelques exceptions près selon le phasage pré-élaboré. Ainsi, les PDE en phase 1 ont démarré par un investissement en ingénierie sociale stratégique conduite avec l'appui des chambres régionales d'agriculture (CRA) et les OP faitières pour préparer les bénéficiaires à participer à la planification, puis à la mise-en-œuvre des aménagements structurants dans la perspective de leur pérennisation. Les PDE en phase 2 en même temps qu'ils connaissent actuellement une phase intensive d'ingénierie sociale stratégique, bénéficient également des activités d'appui conseil technico-économique (CEP/CEPM/ACAP, RNA, DIPE, Kit petits ruminants, PI, TBV, AGR etc.) et des études de faisabilités pour préparer la réalisation d'infrastructures économique en 2018 ou 2019. Les PDE en phase 3 (Démarrage des travaux d'ingénierie civile, ingénierie sociale opérationnelle, appui conseil technico économique) connaissent à Maradi et Zinder la réalisation de marchés de demi gros, centres de collecte, pistes rurales et vont connaître dans la région de Tahoua le démarrage des premiers travaux de construction de marché de demi-gros et de plateformes commerciales, pendant que toutes les autres activités de restauration de la base productive et d'appui conseil technico économiques y sont conduites (TBV, CEP/CEPM, RNA, ACAP, PI, etc.).

<sup>7</sup> Rapport final Appui à la Planification Stratégique (Octobre 2016)

### III. BILAN PHYSIQUE ET FINANCIER DU PTBA 2017 DU ProDAF AU 31 Décembre

#### 3.1. SYNTHÈSE DE L'EXECUTION PHYSIQUE GLOBALE DU PTBA 2017 PAR COMPOSANTE

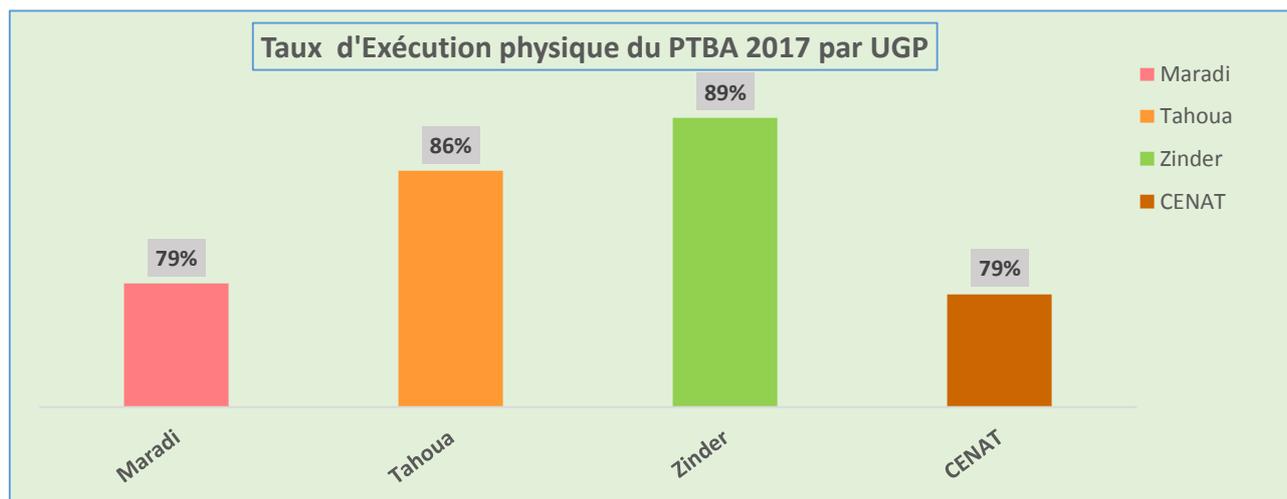
A la date du 31 Décembre 2017, le Taux d'Exécution Physique (TEP) global du PTBA est estimé à 83% avec 81% pour la composante A, 87% pour la composante B et 80% pour la composante C.



#### 3.2. SYNTHÈSE DE L'EXECUTION PHYSIQUE GLOBALE DU PTBA 2017 PAR UNITE DE GESTION

Globalement la mise en œuvre du ProDAF se fait à une cadence plus ou moins similaire dans les trois régions. Ce qui représente un progrès réel vers une harmonisation dans la mise en œuvre des activités techniques.

Les taux d'exécution physique des activités par unité de gestion sont illustrés sur le graphique ci-dessous.

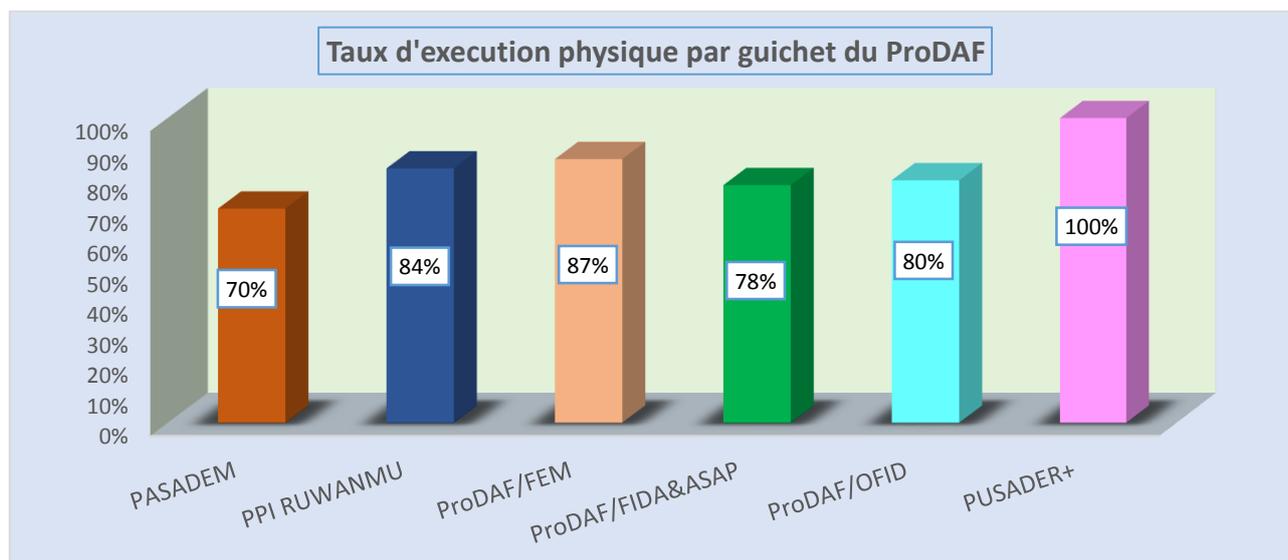


Le faible taux observé au niveau de la CENAT s'explique par le report des activités d'achèvement des projets PPI RUWANMU et PASADEM en 2018 pour des raisons de non disponibilité des consultants internationaux et du souci de terminer certains chantiers en souffrance.

### 3.3. SYNTHÈSE DE L'EXECUTION PHYSIQUE GLOBALE DU PTBA 2017 PAR GUICHET DE FINANCEMENT.

Le ProDAF constitue un programme qui intègre six projets ou guichets de financements auxquels s'ajoutent la contribution des bénéficiaires et la contrepartie de l'Etat. Ces projets sont mis en œuvre dans un cadre unique qui facilite leur gestion surtout dans le domaine de la planification et du Suivi Evaluation.

Le graphique ci-dessous montre les différents taux d'exécution physique de chaque guichet au 31 Décembre 2017.



De façon spécifique l'exécution physique du PTBA 2017 par Guichet de financement et par unité de gestion se présente comme illustré sur la figure ci-dessous :

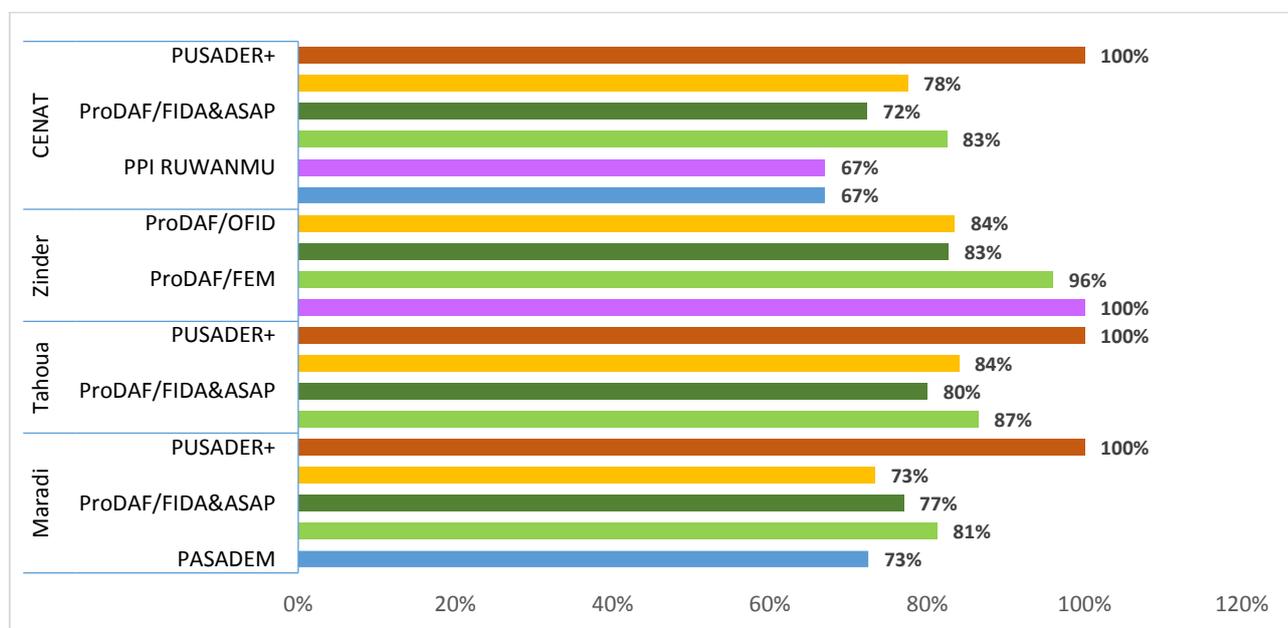


Figure 1 : Exécution physique du PTBA 2017 par guichet de financement

Les taux d'exécution physiques globaux des guichets à la date du 31 Décembre 2017 se déclinent satisfaisants avec: 75% pour le guichet ProDAF/FIDA/ASAP, 85% pour ProDAF/FEM, 73% ProDAF/OFID ; 70% pour PASADEM; 84% pour PPI-Ruwanmu et 100% pour PUSADER+.

### 3.4. SYNTHÈSE DES RÉALISATIONS PHYSIQUES DU PTBA (PRODUITS LIVRES/ATTEINTS) AU 31 Décembre 2017 PAR COMPOSANTE TECHNIQUE

#### 3.4.1. Synthèse des produits atteints/livrés au titre du PTBA-2017 au niveau de la composante A « Renforcement durable de l'agriculture familiale » au 31 Décembre

**Tableau 3 : Produits livrés /atteints pour la composante A au 31 Décembre 2017**

Rubriques	Unité	Cible Globale	Cibles réalisées 2015-16	Cibles PTBA 2017 prévues	Cibles réalisées PTBA 2017	Cumul Cibles au 31/12/2017	TR PTBA 2017	Taux cumulé fin 2018
<b>COMPOSANTE A: Renforcement de l'Agriculture familiale durable</b>								
<b>Activité Structurante (AS) 1 : Aménagement des Bassins Versants (BV)</b>								
Récupération des terres dégradées en amont des bassins versants	Ha	9 568	1 452	1 632	2 159	3 611	132%	38%
Traitement des bassins versants contre l'érosion et le ruissellement	Ha	6 367	869	1 060	1 332	2 201	126%	35%
Fixation des dunes (mares et cuvettes)	Ha	1 950	0	400	365	365	91%	19%
Confection de Haies vives	Ha	400	0	50	108	108	216%	27%
Aménagements des couloirs de passage et espaces sylvo-pastoraux	Ha	2 500	0	560	529	529	94%	21%
Promotion de la régénération naturelle assistée	Ha	193 425	0	27 200	21 050	21 050	77%	11%
<b>AS2: Infrastructures de mobilisation des eaux</b>		<b>150</b>	<b>0</b>	<b>36</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>0%</b>
Mini barrages	Nbre	7	0	2	0	-	0%	0%
Seuils d'épandage type 1 en série	Nbre	134	0	31	0	-	0%	0%
Seuils d'épandage type 2 en série	Nbre	5	0	2	0	-	0%	0%
Aménagements des mares	Nbre	4	0	1	0	-	0%	0%
<b>AS3. Aménagement des bassins de production</b>		<b>4 700</b>	<b>55</b>	<b>600</b>	<b>190</b>	<b>245</b>		<b>5%</b>
Microprojets de binômes irrigants autour des mares	Ha	400	55	0	0	55		14%
Microprojets de binômes irrigants en amont des barrages	Ha	1 100	0	0	0	-		0%
Microprojets de binômes irrigants liés aux nouveaux bassins de production	Ha	2 500	0	600	190	190	32%	8%
Travaux d'aménagement hydro agricoles en aval des mini barrages	Ha	700	0	0	0	-		0%
<b>AS4. Adaptation de l'Agriculture pluviale aux changements climatiques</b>								
Champs Ecoles Paysans (CEP)	CEP	845	74	133	133	207	100%	24%
Mise en place de l'Appui Conseil Agricole Paysan (ACAP)	Ha	12 425	900	1 470	1 630	2 530	111%	20%
<b>AS5. Développement des cultures irriguées</b>								
Champs Ecoles Paysans Maraîchers (CEPM)	CEPM	821	251	112	87	328	78%	52%
<b>AS6. Amélioration de l'aviculture et du petit élevage</b>								
Services Vétérinaires Privés de Proximité (SVPP)	Nbre	6	0	2	0	-	0%	0%
Vaccination contre la maladie de Newcastle	Nbre	54	0	2	0	-	0%	0%

Rubriques	Unité	Cible Globale	Cibles réalisées 2015-16	Cibles PTBA 2017 prévues	Cibles réalisées PTBA 2017	Cumul Cibles au 31/12/2017	TR PTBA 2017	Taux cumulé fin 2018
Démonstrations d'Initiatives Paysannes en Elevage (DIPE)	Nbre	210	35	41	41	76	100%	36%
Octroi kits animaux (caprins)	Kits	4 440	0	1 475	1 418	1 568	96%	35%
Octroi kits animaux (volailles)		3 600	0	225	0	-	0%	0%
<b>AS7. Renforcement organisationnel et institutionnel</b>								
Signature Conventions avec CRA, DRA, COFO et fédérations OP	Nbre	12	9	12	11	20	92%	167%
<b>AS8. Leadership féminin et amélioration sécurité nutritionnelle</b>								
Mise en place Grenier Féminin de Soudure/Banque céréalière (bâtiment, stock, petit équipement et appui gestion)	Nbre	90	0	36	24	24	78%	27%
Mise en place Jardins de cases JDC/ (kits Semences Cassia tora, Moringa, kits engrais)	Nbre	3 700	0	600	1 207	1 207	201%	33%
Octroi Kits Agricole-Semences-Engrais aux ménages les plus vulnérables	Kg	517	80	144	149	229	103%	44%
Promotion des Activités Génératrices de Revenus (femmes et jeunes)	Nbre	320	33	122	52	89	43%	28%
Kits suivi nutritionnel des enfants et Kits IEC au profit des relais communautaires	Nbre	1 755	0	523	360	360	69%	21%
Alphabétisation des femmes/jeunes	Centre	360	58	97	46	104	47%	29%

#### 📌 Légende couleurs

Niveau d'exécution	Couleur attribuée
< 40%	🔴
40% ≤ x ≤ 70%	🟡
> 70%	🟢

**Commentaire :** En ce qui concerne la livraison des produits et/ou de services en relation avec l'exécution du PTBA, il ressort de l'analyse du tableau ci-dessus que pour la composante 1, qui dispose de 29 indicateurs, 15 indicateurs (soit 52% des indicateurs) ont des taux très satisfaisants supérieurs à 70% ; 3 indicateurs (10% des indicateurs) ont des taux moyennement satisfaisants compris entre 40% et 70%.

Cependant, on note également que 11 indicateurs (soit 38% des indicateurs) ont des niveaux de réalisation inférieurs à 40%

Les faibles taux de réalisation concernent principalement les indicateurs liés aux ouvrages de mobilisation des eaux dont les études de faisabilités prévues ne sont pas encore finalisées, et d'autre part ainsi que les aménagements autour de ces ouvrages.

A noter que pour les taux dépassant largement les 100% (216% pour les haies vives, et 111% pour les ACAP et les JDC), les situations s'expliquent d'une part, par la prise en compte de l'orientation du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage qui a instruit les projets et programmes sous tutelle de revoir leurs cibles sur les semences à la hausse afin de mieux répondre au besoin des populations vulnérables en semences.

D'autre part, des retards factuels souvent irrattrapables ont été enregistrés dans la mise en œuvre de certaines activités en lien avec la lenteur du processus de passation des marchés et /ou d'approbation des activités ou de produits obtenus par le FIDA ou le ministère de tutelle.

### 3.4.2. Synthèse des produits atteints/livrés au titre du PTBA 2017 au niveau de la composante B « Accès aux marchés des exploitations familiales» au 31 Décembre

**Tableau 4: Produits livrés /atteints pour la composante B au 31 Décembre2017**

Composante B : Rubriques	Unité	Cible Globale	Cibles PTBA 2016	Cibles PTBA 2017 prévu	Cibles PTBA 2017	Cibles cumulées réalisées	TR PTBA 2017	Taux cumulé
<b>AS9. Développement des infrastructures commerciales</b>								
Etudes de faisabilité MDG	MDG	6	1	1	0	1	0%	17%
Marchés de Demi Gros (MDG)	Nbre	16	1	2	0	1	0%	6%
Maisons de Paysans (MP)	Nbre	9	3	8	2	5	25%	56%
Plates formes de commercialisation	Nbre	6	0	6	0	0	0%	0%
Etudes faisabilité Centre de collecte	CCS	11	0	6	0	0	0%	0%
Centres de collectes Satellites (CCS)	Nbre	11	0	4	1	1	25%	5%
<b>AS10. Construction/réhabilitation des pistes rurales</b>								
Etudes de faisabilités	Km	699	0	394	175	175	44%	25%
Travaux neufs	Km	511	7	100	84	91	84%	12%
Travaux réhabilitation	Km	188	18	0	0	18		7%
<b>AS11. Développement des structures de gestion des infrastructures</b>								
Convention avec un prestataire spécialisé pour mise en place des structures de gestion des MDG	Nbre	4	2	3	1	3	33%	75%
<b>AS12. Promotion d'activités commerciales au sein des PDE</b>								
Renforcement des promoteurs et des Petites et Moyennes Entreprises (PME)	Group e	800	0	21	0	0	0%	0%
Renforcement des capacités des Institutions Financières (IF)	Nbre	19	4	8	4	8	50%	42%
Financement des promoteurs	Nbre	9 641	0	1	0	0	0%	0%
<b>AS13. Développement des échanges transfrontaliers</b>								
Mise en place de cellules techniques locales et des corridors	Appui	19	0	4	2	2	50%	11%

**Commentaire :** pour la composante B, sur les treize indicateurs inscrits au titre du PTBA 2017 on constate que 9 indicateurs ont un niveau de réalisation compris entre 0% et 33% ; 3 indicateurs avec un taux supérieur à 40%. Un seul indicateur relatif aux tronçons de pistes neuves a un taux de 84%.

Ces taux faibles s'expliquent entre autres par le temps relativement long que prennent les travaux de réalisation des infrastructures notamment du processus de recrutement des entreprises/bureaux d'étude, la conduites des études elles-mêmes et le processus de leur validation ainsi que par la faible mobilisation des promoteurs individuel ou en groupement pour le financement des MER.

## SYNTHESE DES REALISATIONS FINANCIERES DU ProDAF PAR GUICHET AU 31 Décembre2017

### 3.4.3. Synthèse des réalisations financières du PTBA 2017 du Programme au 31 Décembre2017 par guichets de financement

Au 31 Décembre2017, sur un budget annuel total de **14 186 791 823 FCFA les huit guichets de financement du ProDAF**, un montant de **10 816 566 723 FCFA** a été décaissés soit 76% pour les trois Unités Régionales de Gestion et de la Cellule Nationale d'Assistance Technique du

Programme. Les détails des montants décaissés ainsi que des engagements par Unité de gestion (URGP et CENAT) sont consignés dans le tableau ci-dessous :

**Tableau 5: Niveau global des décaissements par Guichet :**

Guichets financiers	Montant prévus (FCFA)	Montant Décaissé (FCFA)	Taux de décaissement (%)
ProDAF/FIDA/ASAP	9 161 286 894	6 954 403 049	76%
ProDAF/FEM	411 890 000	295 750 265	72%
ProDAF/OFID	1 096 799 120	898 116 428	82%
PUSADER+	1 019 124 110	1 035 302 120	102%
PPI RUWANMU	547 525 101	555 240 653	101%
PASADEM	511 888 090	585 758 027	114%
CONTRIBUTION BENEFICIAIRES	700 200 000	153 298 816	22%
CONTREPARTIE ETAT	738 078 507	338 697 365	46%
<b>Total général</b>	<b>14 186 791 822</b>	<b>10 816 566 723</b>	<b>76%</b>

En prenant en compte les engagements fermes sont de l'ordre de 2.2 milliards de FCFA, le taux de réalisation financière global du ProDAF, atteindra les 90%

A l'exception de la contribution des bénéficiaires qui est à 12% ; tous les taux décaissements sont globalement satisfaisants pour les nouveaux financements.

Ce décaissement faible de 21% de la contribution des bénéficiaires s'explique par le fait que les activités impliquant cette contribution (financement petite irrigation notamment) n'ont pas connu une mise en œuvre effective du fait de certaines contraintes qui méritent d'être mises étudiées et solutionnées en 2018.

#### 3.4.4. Synthèse des réalisations financières du PTBA 2017 du Programme au 31 Décembre 2017 par Unité de gestion du programme

**Tableau 6: Niveau global des décaissements par Unité de gestion**

Unité de gestion	Prévision révisée	Décaissement	Taux de décaissement par région
Maradi	4 334 286 385	3 401 556 299	78%
Tahoua	3 867 649 111	3 235 847 184	84%
Zinder	4 383 832 326	3 216 516 360	73%
CENAT	1 601 023 999	962 646 880	60%
<b>Total général</b>	<b>14 186 791 821</b>	<b>10 816 566 723</b>	<b>76%</b>

Le taux de décaissement qui s'avère relativement faible pour l'URGP de Zinder est dû au non déblocage des montants prévus pour les travaux des plateformes dont les entreprises adjudicataires n'ont soumis aucun décompte depuis le démarrage des travaux qui avancent à un rythme appréciable.

### 3.4.5. Synthèse des réalisations financières du PTBA 2017 du Programme au 31 Décembre 2017 par Unité de gestion du programme \*

Le tableau ci-dessous montre le détail des décaissements par composante et par guichet du ProDAF

**Tableau 7 Niveau global des décaissements par composante et par guichet**

Guichet	Paramètre	Composante			Total
		Composante A	Composante B	Composante C	
ProDAF/FIDA et ASAP	Prévision révisée	5 145 598 271	2 053 731 028	1 961 957 595	9 161 286 894
	Décaissement	4 016 578 747	1 521 058 037	1 416 766 265	6 954 403 049
	Taux Décaissé	78%	74%	72%	<b>76%</b>
ProDAF/FEM	Prévision révisée	387 440 000	0	24 450 000	411 890 000
	Décaissement	264 332 277	-	31 417 988	295 750 265
	Taux Décaissé	68%		128%	<b>72%</b>
OFID	Prévision révisée	0	1 059 359 205	37 439 915	1 096 799 120
	Décaissement	6 343 190	858 700 961	33 072 277	898 116 428
	Taux Décaissé		81%	88%	<b>82%</b>
PUSADER+	Prévision révisée	0	959 124 110	60 000 000	1 019 124 110
	Décaissement	-	989 442 364	45 859 756	1 035 302 120
	Taux Décaissé		103%	76%	<b>102%</b>
PPI RUWANMU	Prévision révisée	0	527 525 101	20 000 000	547 525 101
	Décaissement	0	544 038 740	11 201 913	555 240 653
	Taux Décaissé		103%	56%	<b>101%</b>
PASADEM	Prévision révisée	428 888 089	0	83 000 000	511 888 089
	Décaissement	552 660 120	0	33 097 907	585 758 027
	Taux Décaissé	129%		40%	<b>114%</b>
ETAT	Prévision révisée	58 710 000	593 611 604	85 756 903	738 078 507
	Décaissement	60 261 839	254 883 669	23 551 857	338 697 365
	Taux Décaissé	103%	43%	27%	<b>46%</b>
BENEFICIAIRES	Prévision révisée	700 200 000	0	0	700 200 000
	Décaissement	153 298 816	-	-	153 298 816
	Taux Décaissé	22%			<b>22%</b>
TOTAL	Prévision révisée	6 720 836 360	5 193 351 048	2 272 604 413	14 186 791 821
	Décaissement	5 053 474 989	4 168 123 771	1 594 967 963	10 816 566 723
	Taux Décaissé	75%	80%	70%	<b>76%</b>

### 3.4.6. Synthèse des réalisations financières du PTBA 2017 du Programme au 31 Décembre 2017 par Unité de gestion du programme

**Tableau 8: Niveau de décaissement par Unité de gestion et par UGP**

Guichets financiers	Montant prévus (FCFA)	Réalisation (FCFA)	Taux de décaissement (%)
<b>URGP DE MARADI</b>			
ProDAF/FIDA/ASAP	2 465 041 002	1 886 660 350	77%
ProDAF/FEM	111 240 000	103 091 156	93%
ProDAF/OFID	177 161 615	83 370 630	47%
PUSADER+	666 849 069	678 180 905	102%
PASADEM	449 888 090	568 804 210	126%
Contribution Etat	276 906 609	21 680 132	8%
Contribution Bénéf	187 200 000	59 768 916	32%
<b>TOTAL MARADI</b>	<b>4 334 286 385</b>	<b>3 401 556 299</b>	<b>78%</b>
<b>URGP DE TAHOUA</b>			
ProDAF/FIDA/ASAP	2 595 794 067	2 120 823 200	82%
ProDAF/FEM	67 800 000	54 056 303	80%
ProDAF/OFID	467 170 668	474 928 510	102%
PUSADER+	292 275 041	311 261 459	106%
Contribution Etat	102 609 335	236 291 262	230%
Contribution Bénéf	342 000 000	38 486 450	11%
<b>TOTAL TAHOUA</b>	<b>3 867 649 111</b>	<b>3 235 847 184</b>	<b>84%</b>
<b>URGP DE ZINDER</b>			
ProDAF/ FIDA/ASAP	2 818 640 620	2 240 826 868	80%
ProDAF/FEM	121 900 000	89 120 596	73%
ProDAF/OFID	427 626 837	212 001 353	50%
PPI-RUWANMU	527 525 101	544 038 740	103%
Contribution de l'Etat	317 139 769	75 485 353	24%
Contribution Bénéf.	171 000 000	55 043 450	32%
<b>TOTAL ZINDER</b>	<b>4 383 832 327</b>	<b>3 216 516 360</b>	<b>73%</b>
<b>CENAT</b>			
ProDAF/FIDA/ASAP	1 281 811 205	706 092 631	55%
ProDAF/FEM	110 950 000	49 482 210	45%
ProDAF/OFID	24 840 000	127 815 935	515%
PUSADER+	60 000 000	45 859 756	76%
PPI RUWANMU	20 000 000	11 201 913	56%
PASADEM	62 000 000	16 953 817	27%
CONTREPARTIE ETAT	41 422 794	5 240 618	13%
<b>TOTAL CENAT</b>	<b>1 601 023 999</b>	<b>962 646 880</b>	<b>60%</b>

Globalement, quelques retards sont observés par certains chantiers des puits pastoraux et de la Maison du Paysan du PDE de Tessaoua financés par le PASADEM Il en de même pour certaines conventions d'exécution dont le processus de la finalisation/signature (SVPP, CNSS, IF) a connu des retards qui ont négativement impacté sur la mise en œuvre effective des activités inscrites dans le cadre de ces conventions.

Pour le PASADEM, le taux de 126% s'explique par l'apurement des engagements 2016 sur la contrepartie de l'Etat liée à ce Guichet.

Aussi, compte tenu de la situation finissante des guichets PASADEM, PPI RUWANMU et PUSADER+ et que ces guichets font l'objet de notes spécifiques d'information, la présente mettra l'accent en particulier sur les nouveaux guichets de financement du ProDAF, à savoir le ProDAF/FIDA&ASAP ; le ProDAF/FEM et le ProDAF/OFID.

**IV. ETAT D'EXECUTION PHYSIQUE ET FINANCIERE DU PTBA ET DU PLAN D'ACTION DU 31 Décembre 2017 ? PAR COMPOSANTE, PAR CATEGORIE ET PAR ACTIVITE STRUCTURANTE (AS) POUR LES GUICHETS ProDAF/FIDA&ASAP, ProDAF/OFID, ProDAF/FEM**

**4.1. Synthèse de l'exécution financière du PTBA 2017 par composante pour les guichets ProDAF/FIDA&ASAP, ProDAF/OFID, ProDAF/FEM**

**Tableau 9 : Etat d'exécution financière par composante pour les guichets ProDAF/FIDA&ASAP, ProDAF/OFID, ProDAF/FEM**

Guichet	Paramètre	Composante			Total
		Composante A	Composante B	Composante C	
ProDAF/FIDA et ASAP	Prévision révisée	5 145 598 271	2 053 731 028	1 961 957 595	9 161 286 894
	Décaissement	4 016 578 747	1 521 058 037	1 416 766 265	6 954 403 049
	Taux Décaissé	78%	74%	72%	76%
ProDAF/FEM	Prévision révisée	387 440 000	0	24 450 000	411 890 000
	Décaissement	264 332 277	0	31 417 988	295 750 265
	Taux Décaissé	68%		128%	72%
OFID	Prévision révisée	0	1 059 359 205	37 439 915	1 096 799 120
	Décaissement	6 343 190	858 700 961	33 072 277	898 116 428
	Taux Décaissé		81%	88%	82%
ProDAF nouveaux financements (FIDA; ASAP et FEM)	Prévision révisée	5 533 038 271	3 113 090 233	2 023 847 510	10 669 976 014
	Décaissement	4 287 254 214	2 379 758 998	1 481 256 530	8 148 269 742
	Taux Décaissé	77%	76%	73%	76%

Le taux de décaissement global sur ces trois guichets qui est de 76% reste moyennement satisfaisant pour une prévision budgétaire qui a fait l'objet d'une révision en Aout 2017 en vue prendre en compte certaines contingences internes et externes qui ralentissent les performances de décaissements.

**4.2. Synthèse de l'exécution financière du PTBA 2017 par catégorie pour les guichets ProDAF/FIDA&ASAP, ProDAF/OFID, ProDAF/FEM**

Les synthèses des réalisations financières par catégorie de dépenses et par guichets sont données dans les tableaux suivants :

**Tableau 10 : Réalisation financière du guichet ProDAF/FIDA&ASAP par catégorie**

Catégorie de dépenses	Prévisions	Décaissement	Taux de réel
1. TRAVAUX	836 793 854	780 919 838	93%
2. EQUIPEMENTS ET MATERIELS	1 175 999 706	538 889 747	46%
3. FORMATIONS	1 091 675 428	779 673 704	71%
4. CONSULTATIONS	1 612 177 023	1 045 210 899	65%
5. BIENS, SERVICES ET INTRANTS	3 071 827 390	2 726 284 899	89%
6. DONS ET SUBVENTIONS	71 000 000	-	
7. SALAIRES, INDEMNITES ET COUT FONCTIONNEMENT	1 301 813 494	1 083 423 962	83%
<b>Total général</b>	<b>9 161 286 895</b>	<b>6 954 403 049</b>	<b>76%</b>

**Tableau 11 : Réalisation financière du guichet ProDAF/FEM par catégorie**

Catégorie de dépense	Prévisions	Décaissement	Taux de réal
3. FORMATIONS	-	3 864 850	
4. CONSULTATIONS	24 300 000	9 781 847	40%
5. BIENS, SERVICES ET INTRANTS	378 140 000	264 875 692	70%
7. SALAIRES, INDEMNITES ET COUT FONCTIONNEMENT	9 450 000	17 227 876	182%
<b>Total</b>	<b>411 890 000</b>	<b>295 750 265</b>	<b>72%</b>

**Tableau 12: Réalisation financière du guichet ProDAF/OFID par catégorie**

Catégories de dépenses	Prévisions (FCFA)	Réalisations (FCFA)	Taux de réalisation
1. TRAVAUX	805 639 868	648 531 046	<b>80%</b>
2. EQUIPEMENTS & MATERIELS	5 000 000		<b>0%</b>
3. FORMATIONS	16 485 837	3 409 068	<b>21%</b>
4. CONSULTATIONS	217 722 678	212 596 484	<b>98%</b>
5. BIENS & SERVICES & INTRANTS	19 510 822		<b>0%</b>
7. SALAIRES & INDEMNITES, COUTS DE FONCTIONNEMENT	32 439 915	33 579 830	<b>104%</b>
<b>Total</b>	<b>1 096 799 120</b>	<b>898 116 428</b>	<b>82%</b>

#### 4.3.1. Etat de mise en œuvre de la composante A : « renforcement durable de l'agriculture familiale » par Activité Structurante (AS)

L'évaluation des taux d'exécution physique des activités structurantes (AS), c'est-à-dire l'estimation des niveaux d'accomplissement des tâches élémentaires qui constituent chaque activité ou sous activité de l'AS s'est faite à travers la Méthode à Huit (8) Jalons (M8J). Cette méthodologie permet d'attribuer un taux d'exécution pour toute activité à chaque étape d'évolution de sa mise en œuvre.

L'activité structurante est également appréciée à travers les taux de réalisation physique évalués par les rapports des produits et/ou services livrés à l'issue ou au cours de son exécution et des prévisions effectuées. .

##### 4.3.1.1. Etat d'exécution physique et financière de l'AS1 : Ouvrages CES/DRS et aménagement des espaces pastoraux dont la cartographie et le SIG

**a) Objectifs opérationnels :** (i) Réaliser/ finaliser les trois schémas d'aménagement des bassins versants dans les régions d'intervention ii) Récupérer/ protéger contre les ruissellements et l'érosion éolienne 3 527 ha de terres agricoles ou pastorales dégradés en amont des bassins versants ; iv) réaliser 28 350 ha de Régénération Naturelle Assistée (RNA) ; iii) accélérer la mise en place et l'opérationnalisation des systèmes de suivi environnemental géo localisé dans la zone d'intervention du ProDAF dans les trois régions

Ces sous activités permettront entre autres d’améliorer l’infiltration des eaux de ruissèlement, de réduire l’érosion et l’ensablement afin de protéger les espaces de production, de restaurer les parcs agroforestiers, d’améliorer la fertilité des sols, d’atténuer les effets du changement climatique en amont et en aval des bassins versants et de suivre les effets impacts des actions d’aménagement des BV.

## b) Stratégies de mise en œuvre

Le partenariat avec les opérateurs spécialisés sera poursuivi. Les activités d’aménagement des bassins versants seront réalisées sous forme de « Cash for Asset » sur des sites communautaires dont le statut foncier aura été clarifié au préalable. Le partenariat avec le PAM sera également poursuivi pour le « volet cash for asset ». Pour la promotion de la RNA, des contrats seront signés avec les ONG et les groupements d'appui conseil agricole paysan (GACAP) en s’inspirant de l’expérience des projets FIDA antérieurs notamment le PPILDA et le PASADEM. Pour la mise en place d’un système de suivi environnemental géo localisé y compris le suivi piézométrique, la convention de partenariat sera finalisée et signée avec le Centre National de Surveillance Ecologique (CNSEE). Aussi les capacités opérationnelles de la cellule SIG seront renforcées (recrutement ADL, acquisitions des équipements et logiciels, cartes et imageries, etc.) et une formation sur la prise en main des outils sera organisée à l’intention des agents de l’URGP et des partenaires. La supervision des activités sera assurée par les services techniques. Les URGPs feront aussi, au besoin, recours à l’assistance technique de la CENAT pour appuyer la mise en œuvre et/ou la capitalisation des activités.

## c) Niveau d’avancement

Le niveau d’exécution physique global des activités planifiées au titre de l’AS1 est estimé à 89% au 31 Décembre 2017, avec une progression de mise en œuvre de 78% pour Maradi, 92% pour Tahoua et 92% pour Zinder. Les appuis techniques prévus par la CENAT sont apportés à hauteur de 93%. Pendant ce temps, le taux d’exécution financière global de l’AS est de 99.62%

Le tableau ci-dessous fournit le détail des taux par unité de gestion :

Tableau 13 *Situation sur le niveau d’exécution de l’AS1*

Paramètre	Unité de gestion de programme				Total général
	Maradi	Tahoua	Zinder	CENAT	
Budget Prévu	433 980 000	550 015 000	418 020 000	13 500 000	1 415 515 000
Décaissement	399 285 886	553 493 095	440 275 464	17 010 884	1 410 065 329
<b>TEF</b>	<b>92%</b>	<b>101%</b>	<b>105%</b>	<b>126%</b>	<b>99,62%</b>
<b>TEP</b>	<b>78%</b>	<b>92%</b>	<b>92%</b>	<b>93%</b>	<b>89%</b>

En terme de résultats, la mise œuvre de l’AS1 a permis la récupération de 3 611 ha des terres dégradées en amont des bassins versants, le traitement de 2 201ha de bassins versants contre l’érosion et le ruissellement ; la Fixation de dunes sur 365 ha autour des mares et des cuvettes oasiennes, l’aménagement de 529 ha de couloirs de passage et espaces sylvo-pastoraux ainsi que la promotion de la Régénération Naturelle Assistée sur 21 050 hectares de terres agricoles. Les travaux CES/DRS ont été réalisés sur l’ensemble des PDE prioritaires pour l’année 2017.

Pour le traitement biologique ; 1 166 985 plants forestiers ont été produits et plantés ainsi que l’épandage de plusieurs tonnages de semences herbacées ((*Pennisetum*, *andropogon*, *cymbopogon* et *cenchrus*) au niveau des sites récupérés dans les trois régions

Afin d'assurer un meilleur suivi des effets/ impacts de ces activités sur les composantes biophysiques de l'environnement, une convention a été signée entre le ProDAF et le CNSEE pour la conception et la mise en œuvre d'un système de suivi environnemental géo localisé.

Globalement 22 031 ménages dont 6 106 dans la région de Maradi, 6 152 bénéficiaires (Tahoua) et 9 773 pour la région de Zinder ont bénéficié des revenus cash à travers ces activités de traitement des bassins versants pour une durée variant de 3 à 6 mois. Ce qui représente une soupape de sécurité alimentaire pour les ménages vulnérables dont les niveaux de productions sont chroniquement déficitaires par rapport aux besoins de leurs ménages.

*A noter que dans les appuis apportés par la CENAT aux URGP à travers l'Assistante Technique GRN/CC et l'Assistant en Ingénierie de Projets ont concerné i) la conception des outils pour le suivi des plans d'aménagement et de gestion des sites récupérés ; ii) l'élaboration d'une note de cadrage sur la RNA et d'une note de capitalisation sur la lutte contre Typha Australis pour faciliter la mise en œuvre.*

**Tableau 14: Situation des réalisations physiques de l'AS1**

Rubriques	Unité	Cible Globale	Cibles réalisées 2015-16	Cibles PTBA 2017 prévues	Cibles réalisées PTBA 2017	TR PTBA 2017
<b>COMPOSANTE A: Renforcement de l'Agriculture familiale durable</b>						
Activité Structurante (AS) 1 : Aménagement des Bassins Versants (BV)						
Récupération des terres dégradées en amont des bassins versants	Ha	9 568	1 452	1 632	2 159	132%
Traitement des bassins versants contre l'érosion et le ruissellement	Ha	6 367	869	1 060	1 332	126%
Fixation des dunes (mares et cuvettes)	Ha	1 950	0	400	365	91%
Confection de Haies vives	Ha	400	0	50	108	216%
Aménagements des couloirs de passage et espaces sylvo-pastoraux	Ha	2 500	0	560	529	94%
Promotion de la régénération naturelle assistée	Ha	193 425	0	27 200	21 050	77%

#### e) Contraintes/difficultés rencontrées

- Le retard dans l'établissement de la situation de référence liées à la non signature de la convention avec le CNSEE pour la conception et mise en place du dispositif de système de suivi environnemental géo-localisé.
- La raréfaction et la monétarisation des matériaux de fixation de dunes (tiges de mil et *Leptadenia pyrotechnica*) rendent de plus en plus difficile l'exécution de l'activité.

#### f) Leçons apprises/recommandations

- Pour une meilleure réussite des traitements de bassins versants, il faut démarrer les travaux dès le mois de février de l'année en cours et par conséquent anticiper l'élaboration et le traitement des conventions de partenariat ;
- L'acquisition des semences herbacée par les communautés sous forme de cash for work reste plus efficace et efficiente en termes de délais et coût pour les opérations d'ensemencement ;
- La poursuite du partenariat avec le PAM a facilité le démarrage à temps des activités sur le terrain.

#### g) Perspectives

- La poursuite des travaux de récupération des terres dégradées
- Evaluation des conventions de partenariat avec les opérateurs spécialisées de mise en œuvre ;
- Organisation d'un voyage d'étude à l'intention des COGES à Maradi sur les sites traités (RNA et CES/DRS) ;
- Renforcement des capacités des responsables des composantes en SIG ;
- Démarrage du suivi environnemental géo-localisé.

#### **4.3.1.2. Etat d'exécution physique et financière de l'AS2 : Infrastructures de mobilisation des eaux**

**a) Objectifs opérationnels :** (i) Réaliser/Finaliser les études de faisabilité de 3 mini barrages et de 42 seuils type 1 et 3 seuils de type 2 dans les PDE de concentration 2017, (ii) Contractualiser avec les bureaux/cabinets d'études pour la conduite de l'étude de faisabilité des seuils, (iii) Démarrer les travaux de réalisation de quatorze (14) seuils dont deux (2) seuils de type 2 ;

#### **b) Stratégies de mise en œuvre**

La mise en œuvre de cette activité suivra le processus suivant :

- ✓ Confirmation des sites ;
- ✓ Dossier de manifestation d'intérêt pour le recrutement du bureau d'étude ;
- ✓ Recrutement et contractualisation du bureau d'étude spécialisé ;
- ✓ Conduite de l'étude

Ces études permettront d'élaborer les APS, APD et DAO pour la sélection des entreprises d'exécution. Pour partager et internaliser les résultats des études avec l'ensemble des acteurs, des ateliers seront organisés.

L'exécution des travaux de réalisation des seuils type 1 se fera à travers la contractualisation avec des entreprises sélectionnées sur la base des appels d'offres ouverts ou restreints selon l'importance des travaux à effectuer.

Le contrôle des travaux se fera aussi à travers la contractualisation avec le/les cabinets/bureaux d'études spécialisés sous la supervision de l'URGP, MAG/EL et des STD. Des opérateurs seront mis à contribution pour l'ingénierie sociale autour des sites.

#### **c) Niveau d'avancement :**

Même si les produits attendus ne sont pas encore disponibles (puisque non prévus cette l'année, après la revue du PTBA) mais on note en revanche, un avancement global significatif des Etudes techniques pour les seuils, avec des perspectives de démarrage des travaux pour au moins les quatre seuils de Zinder en fin d'année 2017 et une vingtaine en début de l'année 2018.

Aussi, l'identification de trois sites de petits périmètres communautaires ainsi que leur étude de faisabilité avancent normalement au niveau de l'URGP de Maradi

Les taux des décaissements correspondants par UGP sont consignés dans le tableau ci-après :

**Tableau 15 : Niveau de réalisation physique de l'AS2**

Rubriques	Unité	Cible Globale	Cibles réalisées 2016	Cibles PTBA 2017 prévues	Cibles réalisées PTBA 2017	Cumul Cibles réalisées	TR PTBA 2017	Taux cumulé
<b>AS2: Infrastructures de mobilisation des eaux</b>								
Etudes mini barrages	Barrage	7	0	5	0	0	0%	0%
Mini barrages	Nbre	7	0	2	0	0	0%	0%
Seuils d'épandage type 1 en série	Nbre	134	0	31	0	0	0%	0%
Etudes Seuils (type 1 et 2)	Seuils	139	0	40	20	20	50%	14%
Seuils d'épandage type 2 en série	Nbre	5	0	0	0	0		0%
Etude aménagement des mares	Mare	4	0	1	0	0	0%	0%
Aménagements des mares	Nbre	4	0		0	0		0%

Globalement, au 31 Décembre 2017, le taux d'exécution physique moyens des activités de l'AS2 sont est estimé 63% avec 70% à Maradi, 61% à Tahoua et 66% à Zinder L'appui de la CENAT est évalué à 63%. Le taux de décaissement global est de 55%

**Tableau 16: Niveau de décaissement de l'AS2 au 31 Décembre 2017**

Paramètre	Unité de gestion de programme				ProDAF
	Maradi	Tahoua	Zinder	CENAT	
Budget Prévu	63 610 000	114 420 000	171 053 108	76 000 000	425 083 108
Décaissement	43 223 930	35 878 736	129 622 096	24 671 436	233 396 198
<b>TEF</b>	<b>68%</b>	<b>31%</b>	<b>76%</b>	<b>32%</b>	<b>55%</b>
<b>TEP</b>	<b>70%</b>	<b>61%</b>	<b>66%</b>	<b>53%</b>	<b>63%</b>

Le faible taux physique s'explique pour Tahoua par le faible avancement des études et /ou la lenteur du processus de recrutement des cabinets devant conduire les études. A noter également sur le plan financier le au recours direct aux services techniques pour la conduite de certaines études, a permis une réduction significative des coûts prévus.

Pour la CENAT, le faible taux de décaissement s'explique par le décaissement des fonds dans le cadre de la convention avec le HC/3N sur les fonds FEM et par le fait que les appuis apportés aux URGP sur ce volet sont en général, des « appuis plutôt soft » comme les observations sur les documents d'études ou les termes de référence y afférents impliquant moins de déplacement et moins assistant.

#### **e) Contraintes/difficultés rencontrées**

- Sous-estimation des prévisions des coûts unitaires des ouvrages dans le COSTAB qui ne permettra pas l'atteinte des cibles DCP ;
- Lenteur dans la procédure d'obtention de l'avis de conformité sur le DAO, et de la DANO ;

#### **f) Leçons apprises/recommandations**

- Adapter le coût unitaire des ouvrages selon les étendues des vallées/ cuvettes dans les régions.
  - Le retard dans l'obtention de la DANO, de l'avis de conformité du Ministère sur les DAO a une incidence directe sur la réalisation des infrastructures.
  - La période idéale pour l'installation d'un seuil est le mois de février de l'année en cours.

#### **g) Perspectives :**

- Démarrage des travaux de réalisation des seuils au cours de l'année 2017 ;
- Poursuite du processus de réalisation des seuils de 2018.

#### **4.3.1.3. Etat d'exécution physique et financière de l'AS3 : Aménagement des sites de Petite irrigation**

**a) Objectifs opérationnels :** (i) Appuyer l'aménagement et la mise en valeur de 610 ha dont 580 ha de petite irrigation sous forme de dossiers de microprojets individuels ou en groupements et 30 ha en aval de mini barrage à travers le nouveau mécanisme de financement à coût partagé des Microprojets (MP) et (ii) Assurer l'accompagnement des bénéficiaires en termes d'appui conseil de proximité au niveau des exploitations familiales appuyées par le programme ;(iii) mettre en place et opérationnaliser un dispositif de collecte des données pour l'analyse économique et financière afin de mieux capitaliser les résultats des appuis.

#### **b) Stratégies de mise en œuvre**

L'activité sera mise en œuvre avec l'appui des Institutions Financières (BAGRI et ASUSU) et des CRA à travers des conventions de partenariat. Le financement des aménagements et la mise en valeur au profit des promoteurs seront réalisés selon le mécanisme de financement à coût partagé qui prévoit 40% de subvention apportée par le ProDAF, 10% d'apports personnels et 50% de crédit contracté par les promoteurs. Il s'adresse aux petites exploitations à capacité entrepreneuriale et engagées dans une activité commerciale rentable telle que la petite irrigation.

L'Assistant technique chargé des questions de finance rurale appuiera les URGP dans la conduite des sous activités liées à cette activité structurante.

#### **c) Niveau d'avancement**

En termes de réalisations physiques, on note les résultats suivants :

- Trois (03) conventions signées avec les institutions de financement à savoir la BAGRI, ASUSU et MECAT;
- Poursuite des missions d'information sensibilisation sur le mécanisme de financement à coût partagé avec les promoteurs pour la réalisation des aménagements en petite irrigation et pour le développement des microentreprises rurales (MER) ;
- 109 dossiers de microprojets pour les aménagements en Petite Irrigation ont été financés pour une superficie totale de 189 ha dans les trois régions (avec 51 dossiers financés (106 ha) à Zinder ; 37 dossiers pour 36 ha à Tahoua et 21 dossiers totalisant une superficie de 47,5 Ha à Maradi

Comme prévu, les financements ont porté essentiellement sur les équipements d'irrigation (forages, motos pompes et réseaux californiens).

Le niveau d'avancement vers l'atteinte des résultats est décrit dans le tableau ci-après :

**Tableau 17 : Niveau d'exécution de l'AS3**

Rubriques	Unité	Cible Globale	Cibles réalisées 2016	Cibles PTBA 2017 prévues	Cibles réalisées PTBA 2017	Cumul Cibles réalisées	TRP PTBA 2017	Taux cumulé fin 2017
<b>AS3.Aménagement des bassins de production</b>								
Microprojets de binômes irrigants autour des mares	Ha	400	55	0	0	55		14%
Microprojets de binômes irrigants en amont des barrages	Ha	1 100	0	0	0	0		0%
Microprojets de binômes irrigants liés aux nouveaux bassins de production	Ha	2 500	0	600	189.5	189.5	33%	8%
Travaux d'aménagement hydro agricoles en aval des mini barrages	Ha	700	0	0	0	0		0%

L'évaluation des taux d'exécution physiques des activités de l'AS3 donne 45% à Maradi, 100% à Zinder et 12% à Tahoua.

**Tableau 18: Niveau de décaissement de l'AS3 au 31 Décembre 2017**

Paramètre	UGP				Montant
	Maradi	Tahoua	Zinder	CENAT	
Budget Prévu	262 200 000	570 000 000	285 300 000	15 000 000	1 132 500 000
Décaissement	63 984 223	148 203 165	87 791 994		299 979 382
<b>TEF</b>	<b>24%</b>	<b>26%</b>	<b>31%</b>	<b>0%</b>	<b>26%</b>
<b>TEP</b>	<b>45%</b>	<b>12%</b>	<b>100%</b>	<b>80%</b>	<b>59%</b>

Pour la région de Tahoua, à la date du 31 Décembre 2017, 541 Dossiers sont déposés au niveau des IF à savoir BAGRI et ASUSU.SA, 218 Dossiers ont été analysés ; 114 dossiers ont été retenus. Seulement 31 dossiers ont été financés.

Les faibles décaissements des montants prévus sur l'AS au niveau de toutes les régions s'expliquent par les faibles taux d'utilisation des lignes de subventions par les IF BAGRI et ASUSU SA) pour le financement des dossiers de microprojets à couts partagés.

Au niveau de la CENAT, le taux de décaissement de 0% s'explique par l'imputation des dépenses sur la ligne de l'AS 12 qui concerne le financement des microentreprises rurales et l'appui aux IF

#### **e) Contraintes/difficultés rencontrées**

- La lenteur du processus de validation des dossiers par la CRA à travers des visites terrain;
- Retard dans le traitement des dossiers des promoteurs par les institutions financières ;
- Les autres projets (PAPI, PCEA) offrent plus de gamme de produits que le ProDAF.

#### **f) Leçons apprises/recommandations**

Le cadre de concertation mis en place devra se pencher dans les plus brefs délais à la recherche des solutions durables aux contraintes ci-dessus énumérées.

Il faut élargir aux promoteurs les institutions financières MECAT et YARDA pour leurs donner plus d'opportunité de choix ;

#### **g) Perspectives**

Renforcement de l'ingénierie sociale pour la mobilisation des promoteurs.

#### **4.3.1.4. Etat d'exécution physique et financière de l'AS4 : Adaptation de l'Agriculture pluviale au changement climatique**

##### **a) Objectifs opérationnels**

((i) Organiser 7 sessions de formations sur diverses thématiques (CES/DRS/RNA, Gestion de fertilité des sols,

Gestion intégrée des ravageurs et conduite des CEP) au profit de 140 formateurs (agents de l'agriculture, superviseurs des ONG et animateurs endogènes) ; (ii) Organiser 15 voyages d'études locaux au profit de 480 producteurs et 16 journées porte ouverte; (iii) Mettre en place et opérationnaliser 155 CEP au profit de 4650 producteurs dont au moins 30% de femmes et 30% de jeunes ;(iv) Mettre en place l'Appui Conseil Agricole Paysans (ACAP) sur 1 470 ha au profit de 2 940 producteurs dont au moins 30% de femmes et 30% de jeunes ;

(vii) Organiser 4 voyages d'étude à l'extérieur; (viii) Mobiliser 2 institutions de formation/recherche pour contribuer à la capitalisation des leçons apprises et les effets/impacts du volet.

Toutes actions prévues visent à améliorer la productivité en culture pluviale notamment l'augmentation de 30% des rendements de la production dans la région de Tahoua. Les cultures pluviales concernées sont essentiellement le mil, le sorgho, le niébé et l'arachide, qui représentent les principales productions de la région et qui sont cultivées dans un contexte de déficit et de variabilité pluviométrique et de sols sableux et lessivés.

##### **b) Stratégies de mise en œuvre**

Les CEP seront conduits sous l'encadrement des agents de l'agriculture, des GSC/ONG et des paysans relais à identifier parmi les anciens stagiaires CEP formés par ProDAF et d'autres partenaires (FAO, PASER, PADSER, JICA, etc.). Les dispositifs d'appui conseil seront opérationnalisés à travers des conventions avec les opérateurs

(GSC, Fédérations, ONG et GACAP). Les Directions Régionales de l'Agriculture (DRA) assureront quant à elles le contrôle-qualité des opérations dans le cadre des conventions de partenariat qui seront signées à cet effet. A noter également que les Centres Régionaux de Recherche Agricole (CERRA) et l'ICRISAT seront mis à contribution pour renforcer les capacités des encadreurs/formateurs sur des thèmes spéciaux à travers des arrangements contractuels appropriés (conventions, mobilisation des personnes ressources).

Le processus de mise en œuvre suivra les étapes suivantes :

- ✓ Identification des sites, des stagiaires, des bénéficiaires et des GACAP ;
- ✓ Conventions avec la DRA/GSC/ONG/GIE et l'INRAN ;
- ✓ Contrats avec les groupements d'appui conseil agricole paysan, les paysans relais et les fédérations ;
- ✓ Ateliers villageois d'autodiagnostic et de planification des activités ;
- ✓ Mise en place du dispositif sur le terrain ;
- ✓ Animation des CEP et visites inter producteurs et JPO
- ✓ Evaluation des résultats et dépôt de rapport d'activité.

Dans le cadre de la capitalisation des acquis du volet, en plus des appuis qui seront apportés par la CENAT, des conventions seront signées avec des institutions des recherche/formation (Universités Nationales, Gembloux Agro Bio Tech)

##### **c) Niveau d'avancement :**

Comme réalisations physiques enregistrées au 31 Décembre 2017, on peut noter :

- 1600 acteurs sont formés sur les différentes thématiques identifiées au niveau des 3 régions ;

- Les bénéficiaires de 112 nouveaux CEP identifiés ;
- 35,55 tonnes de semence mise en place, 109 tonnes engrais acquises et mises en place ;
- L'identification des paysans bénéficiaires des 1470 Ha d'Appui conseil Agricole

**Tableau 19 : Niveau d'exécution de l'AS4**

Rubriques	Unité	Cible Globale	Cibles réalisées 2016	Cibles PTBA 2017 prévues	Cibles réalisées PTBA 2017	Cumul Cibles réalisées	TR PTBA 2017	Taux cumulé fin 2017
<b>AS4. Adaptation de l'Agriculture pluviale aux changements climatiques</b>								
Champs Ecoles Paysans (CEP)	CEP	845	74	133	133	207	<b>100%</b>	<b>24%</b>
Mise en place de l'Appui Conseil Agricole Paysan (ACAP)	Ha	12 425	900	1 470	1 630	2 530	<b>111%</b>	<b>20%</b>

Le niveau de la mise en œuvre de l'AS4 est de 75% sur le plan physique pour les 3 régions.

**Tableau 20: Niveau de décaissement de l'AS4 au 31 Décembre 2017**

Paramètre	UGP				Montant
	Maradi	Tahoua	Zinder	CENAT	
Budget Prévu	190 617 428	167 345 000	110 910 000	11 185 000	480 057 428
Décaissement	171 424 803	140 142 385	117 394 741	5 763 011	434 724 940
<b>TEF</b>	<b>90%</b>	<b>84%</b>	<b>106%</b>	<b>52%</b>	<b>91%</b>
<b>TEP</b>	<b>62%</b>	<b>85%</b>	<b>92%</b>	<b>90%</b>	<b>82%</b>

**d) Contraintes/difficultés rencontrées**

Le manque de circuit d'approvisionnement des semences vulgarisées dans les CEP ne favorise pas leurs adoptions

**f) Leçons apprises/recommandations**

- L'acquisition des semences des CEP a tenu compte de de la qualité des semences notamment celles qui ont été appréciées par les producteurs au cours de la campagne précédente ;

**g) Perspectives**

- La finalisation des processus de collaboration avec les Directions Régionales de l'Agriculture et de l'INRAN ;
- La Formation des animateurs GACAP pour la mise en place et animation des ACAP ;
- L'animation des CEP au profit de 1680 producteurs ;
- La collaboration avec les Radios communautaires ;
- L'installation des protocoles d'expérimentation des CEP et semis ;

**4.3.1.5. Etat d'exécution physique et financière de l'AS5 : Développement des cultures irriguées**

**a) Objectifs opérationnels :** (i) Former/recycler 140 formateurs sur le CEPM ; (ii) Mettre en place et opérationnaliser 192 CEPM au profit de 5 760 producteurs dont au moins 30% de femmes et 30% de jeunes; (iii) Organiser 4 voyages d'études locaux au profit de 640 producteurs et une journée porte ouverte, (iv) Organiser un voyage d'étude à l'extérieur.

Ces sous activités visent à améliorer la productivité des cultures irriguées, notamment l'augmentation des rendements d'environ 40%.

### b) Stratégies de mise en œuvre

Les CEPM seront conduits sous l'encadrement des GSC/ONG, des paysans relais et des agents de l'agriculture dans un cadre contractuel. Aussi la Direction Régionale de l'Agriculture (DRA) assurera le contrôle-qualité des CEPM dans le cadre d'une convention de collaboration qui sera signée à cet effet. L'ICRISAT et l'INRAN seront mises à contribution pour renforcer les capacités des formateurs sur des thématiques spéciales.

### c) Niveau d'avancement :

En termes de réalisations physiques au niveau de l'AS5, les résultats suivants sont enregistrés au 31 Décembre 2017 :

- l'évaluation de 251 CEPM mis en place et animés depuis 2016 ;
- la formation 142 formateurs sur les CEPM pour la mise en place de 112 nouveaux CEPM ;
- 87 CEPM mis en place en cours d'animation
- 03 Journées Porte Ouvertes organisées ;
- Le déclenchement du processus de conventionnement avec les institutions de recherches (INRAN, ICRISAT) pour l'assurance qualité des CEPM et les formations des facilitateurs sur des thématiques plus spéciales dans les trois régions.

**Tableau 21 : Niveau d'exécution de l'AS5**

Rubriques	Unité	Cible Globale	Cibles réalisées 2016	Cibles PTBA 2017 prévues	Cibles réalisées PTBA 2017	Cumul Cibles réalisées	TR PTBA 2017	Taux cumulé fin 2017
<b>AS5. Développement des cultures irriguées</b>								
Champs Ecoles Paysans Maraîchers (CEPM)	CEPM	821	251	112	87	428	<b>73%</b>	<b>52%</b>

**Tableau 22: Niveau de décaissement de l'AS5 au 31 Décembre 2017**

Paramètre	UGP				ProDAF
	Maradi	Tahoua	Zinder	CENAT	
Budget Prévu	99 760 000	30 198 544	69 640 000	7 000 000	206 598 544
Décaissement	74 685 648	29 370 817	62 957 814	1 311 480	168 325 759
<b>TEF</b>	<b>75%</b>	<b>97%</b>	<b>90%</b>	<b>19%</b>	<b>81%</b>
<b>TEP</b>	<b>69%</b>	<b>58%</b>	<b>84%</b>	<b>90%</b>	<b>75%</b>

La formation des formateurs sur les CEPM a été couplée avec celle relative au CEP.

### e) Contraintes/difficultés rencontrées :

Il n'y a pas de contrainte identifiée à cette date.

### f) Leçons apprises/recommandations

- ✓ Les journées portes ouvertes constituent un cadre d'échanges pour les producteurs des différents bassins de production avec différentes contraintes.

- ✓ l'anticipation dans la production des documents pour la contractualisation avec les GSC/ONGs dans le cadre des CEPM (les TDRs, les plans d'action, les projets de convention la DANO).

#### **g) Perspectives :**

- ✓ La signature des conventions avec les partenaires de mise en œuvre
- ✓ La poursuite de la formation des acteurs et de l'animation des CEPM
- ✓ L'Acquisition à temps d'intrants et équipements pour l'installation des CEPM pluviaux
- ✓ L'anticipation de la mise en place des nouveaux CEPM ;

#### **4.3.1.6. Etat d'exécution physique et financière de l'AS6 : Amélioration du petit élevage et de l'aviculture**

**a) Objectifs opérationnels :** (i) Mettre en place et opérationnaliser 51 DIPE; (ii) mettre en place 1250 kits animaux (1025 kits petits ruminants et 225 kits volailles) au profit de 2040 femmes vulnérables ; (iii) Finaliser le processus de mise en place deux (2) services vétérinaires privé de proximité (SVPP); (iv) Appuyer l'organisation d'une campagne de vaccination contre la maladie de Newcastle etc.

#### **b) Stratégies de mise en œuvre**

L'URGP signera une convention avec Vétérinaire Sans Frontière Belgique (VSF/Belgique) qui, en partenariat avec la Direction Nationale de la santé animale, l'ordre des vétérinaires du Niger, la Direction régionale de l'Elevage (DREL) et les organisations des éleveurs, appuieront le processus de sélection du Vétérinaire, des auxiliaires d'élevage, des animateurs relais ainsi que les formalités administratives d'exercice de la fonction. Il convient de noter que les charges liées aux investissements (matériels techniques, logistiques et local) du dispositif seront financées selon le code de financement du ProDAF.

Les DIPE seront conduites sous l'encadrement des SVPP et des agents de l'élevage sous la supervision de la DREL de Zinder à travers des conventions qui seront signées à cet effet.

#### **c) Niveau d'avancement :**

- 41 nouveaux DIPE mise en œuvre et 55 anciens reconduits pour le deuxième cycle;
- 29 broyeuses mises en place au profit des villages bénéficiaires des DIPE
- Les 1 798 bénéficiaires des 2 950 kits caprins identifiés ;
- 1418 kits caprins mis en place soit 32 % de la cible globale;

Des conventions signées avec 5 SVPP et 9 DDEL/DREL et VSF/Belgique

**Tableau 23 : Niveau d'exécution de l'AS 6 :**

Rubriques	Unité	Cible Globale	Cibles réalisées 2016	Cibles PTBA 2017 prévues	Cibles réalisées PTBA 2017	Cumul Cibles réalisées	TR PTBA 2017	Taux cumulé fin 2017
<b>AS6. Amélioration de l'aviculture et du petit élevage</b>								
Services Vétérinaires Privés de Proximité (SVPP)	Nbre	6	0	2	0	0	0%	0%
Vaccination contre la maladie de Newcastle	Nbre	18	0	2	0	0	0%	0%
Démonstrations d'Initiatives Paysannes en Elevage (DIPE)	Nbre	210	35	41	41	76	100%	36%
Octroi kits animaux (caprins et volailles)	Kits	4 440	0	1 475	1 418	1 418	96%	32%
	kits	3 600	0	225	0	0	0%	0%

**Tableau 24: Niveau de décaissement de l'AS6 au 31 Décembre 2017**

Paramètre	Unités de Gestion du Projet				ProDAF
	Maradi	Tahoua	Zinder	CENAT	
Budget Prévu	178 987 000	68 400 000	153 750 000	20 300 000	421 437 000
Décaissement	131 298 536	72 640 789	88 995 211	3 772 080	296 706 616
<b>TEF</b>	<b>73%</b>	<b>106%</b>	<b>58%</b>	<b>19%</b>	<b>70%</b>
<b>TEP</b>	<b>91%</b>	<b>100%</b>	<b>74%</b>	<b>74%</b>	<b>85%</b>

**e) Contraintes/difficultés rencontrées**

- ✓ Présence non effective des stagiaires en période de travaux champêtres ;
- ✓ Le manque de SVPP dans certains départements dans les trois régions concentre l'activité de la santé animale au niveau des DDEL souvent surchargés.

**f) Leçons apprises/recommandations**

- ✓ L'harmonisation des activités des DIPE au niveau des trois URGP, à travers la note de cadrage validée par l'ensemble des acteurs facilite la mise en œuvre et la capitalisation.

**g) Perspectives**

- La poursuite de la consolidation des anciennes DIPE : formation des bénéficiaires;
- La finalisation du processus d'installation d'un SVPP
- La dotation des nouveaux DIPE en broyeuses ;
- La mise en place des kits petits ruminants courant juin-juillet 2017.

**4.3.1.7. Etat d'exécution physique et financière de l'AS7 : Renforcement organisationnel et institutionnel**

**a) Objectifs opérationnels :**

Les activités prévues dans ce volet visent à apporter des appuis aux services techniques de l'Agriculture, aux SPR/CR, aux CRA et aux faitières des organisations des producteurs pour accompagner la mise en œuvre du ProDAF.

**b) Stratégies de mise en œuvre**

Cette activité sera mise en œuvre à travers la signature des conventions de partenariats qui définiront entre autres les objectifs visés, les résultats attendus, les activités convenues et les budgets. Pour le cas spécifique de l'appui à la redynamisation des AUE assurée par les CRA sous la supervision du RECA et des URGP, il sera basé sur un travail récurrent d'ingénierie sociale. La logistique sera acquise par l'URGP et mise à la disposition des partenaires.

**c) Niveau d'avancement**

Des conventions de partenariats sont signées ou en cours avec la DRA, le SPR/CR, la CRA et les fédérations régionales ;

Une étude y a également été conduite pour faire l'état des lieux des OP et fédérations afin d'identifier les plus opérationnelles qui pourraient accompagner le programme

**Tableau 25 : Niveau d'exécution de l'AS7 :**

Rubriques	Unité	Cible Globale	Cibles réalisées 2016	Cibles PTBA 2017 prévues	Cibles réalisées PTBA 2017	Cumul Cibles réalisées	TR PTBA 2017	Taux cumulé fin 2017
<b>AS7. Renforcement organisationnel et institutionnel</b>								
Signature Conventions avec CRA, DRA, COFO et fédérations	Nbre	12	9	12	11	20	<b>92%</b>	<b>167%</b>

**Tableau 26: Niveau de décaissement de l'AS7 au 31 Décembre 2017**

Paramètre	UGP				ProDAF
	Maradi	Tahoua	Zinder	CENAT	
Budget Prévu	185 155 000	151 832 000	328 205 000	150 000 000	815 192 000
Décaissement	153 834 337	128 070 584	277 248 376	59 509 520	618 662 817
<b>TEF</b>	<b>83%</b>	<b>84%</b>	<b>84%</b>	<b>40%</b>	<b>76%</b>
<b>TEP</b>	<b>70%</b>	<b>65%</b>	<b>100%</b>	<b>74%</b>	<b>77%</b>

**g) Perspectives**

Des appuis sont prévus dans le PTBA 2017 pour d'avantage renforcer la capacité des STD dans leur mission de suivi et supervision pour le contrôle qualité des activités du ProDAF

**4.3.1.8. Etat d'exécution physique et financière de l'AS8 : Leadership féminin et amélioration de la sécurité nutritionnelle****a) Objectifs opérationnels :**

- Poursuivre le renforcement des capacités de 2 600 (dont 1150 nouveaux) femmes et jeunes membres des structures de gestion des activités (OP et instances rurales), en alphabétisation fonctionnelle pour une meilleure gestion de leurs activités ;
- Poursuivre la contractualisation avec 3 Opérateurs chargés d'accompagner la mise en œuvre des activités de leadership des femmes et amélioration de la sécurité nutritionnelle à travers : (i) l'appui à l'émergence et au renforcement de 200 groupements féminins ; (ii) la mise en place et l'opérationnalisation de 26 greniers féminins de soudure (GFS); (iii) la formation et le suivi de 270 relais communautaires dans l'information/sensibilisation et démonstrations culinaires autour des GFS ; (iii) l'appui à 122 activités génératrices de revenus (AGR) au profit des groupements féminins ;
- Organiser une session de formation sur la transformation des produits agricoles ;
- Mettre en place 600 jardins de cases et 2 950 kits agricoles au profit des ménages vulnérables.

**b) Stratégies de mise en œuvre**

Les sous activités entrant dans le cadre de la mise en œuvre du volet leadership féminin et amélioration de la sécurité nutritionnelle se feront avec l'appui des opérateurs spécialisés (Alphabétisation et activités de leadership féminin) et les services techniques de l'Agriculture (kits agricoles et opération bouture manioc) et de l'Education (supervision alpha) avec lesquels des contrats/conventions seront signés. Le suivi accompagnement des bénéficiaires sera assuré par les STD et l'URGP.

## b) Niveau d'avancement des activités

- 104 centres d'Alphabétisation sont animés dont 46 nouveaux installés en 2017 ;
- Le processus de constructions de 36 GFS engagé dont
- 2 700 kits intrants agricole (de 62,4 tonnes de semences améliorées et 48,75 tonnes d'engrais) mise en place au profit de 1 200 ménages vulnérables ;
- 52 AGR financés sur les 103 identifiés et;
- 360 relais communautaire identifiés ;formés et équipés pour la prise de la sensibilisation/animation publique sur la santé nutritionnelle des femmes et des enfants

**Tableau 27 : Niveau d'exécution l'AS8**

Rubriques	Unité	Cible Globale	Cibles réalisées 2016	Cibles PTBA 2017 prévues	Cibles réalisées PTBA 2017	Cumul Cibles réalisées	TR PTBA 2017	Taux cumulé fin 2017
<b>AS8. Leadership féminin et amélioration sécurité nutritionnelle</b>								
Mise en place Grenier Féminin de Soudure/Banque céréalière (bâtiment, stock, petit équipement et appui gestion)	Nbre	90	0	36	24	24	<b>67%</b>	<b>27%</b>
Mise en place Jardins de cases JDC/ (kits Semences Cassia tora, Moringa, kits engrais)	Nbre	3 700	0	600	200	200	<b>33%</b>	<b>5%</b>
Octroi Kits Agricole-Semences-Engrais aux ménages les plus vulnérables	Kg	517	160	249	149	309	<b>60%</b>	<b>60%</b>
Promotion des Activités Génératrices de Revenus (femmes et jeunes)	Nbre	320	33	122	52	85	<b>43%</b>	<b>27%</b>
Kits suivi nutritionnel des enfants et Kits IEC au profit des relais communautaires	Nbre	1 755	0	523	360	360	<b>69%</b>	<b>21%</b>
Alphabétisation des femmes/jeunes	Centre	360	58	97	46	104	<b>47%</b>	<b>29%</b>

**Tableau 28: Niveau de décaissement de l'AS8 au 31 Décembre2017**

Paramètre	UGP				ProDAF
	Maradi	Tahoua	Zinder	CENAT	
Budget Prévu	258 464 000	185 460 000	337 350 716	11 000 000	792 274 716
Décaissement	186 271 425	158 850 452	276 537 012	1 472 494	623 131 383
<b>TEF</b>	<b>72%</b>	<b>86%</b>	<b>82%</b>	<b>13%</b>	<b>79%</b>
<b>TEP</b>	<b>74%</b>	<b>90%</b>	<b>80%</b>	<b>70%</b>	<b>79%</b>

## f) Contraintes/difficultés rencontrées

La principale contrainte relevée au niveau de certains centres alpha est l'absence aux cours voire l'abandon par les apprenants pour raison d'exode alimentaire.

## g) Leçons apprises/recommandations

- ✓ L'implication des leaders (femme et homme) au cours de l'ingénierie sociale favorise la réussite de l'activité ;
- ✓ La création d'un cadre de synergie avec les partenaires dont CONCERN dans le domaine de la sécurité alimentaire et du leadership féminin.

## **h) Perspectives**

- L'opérationnalisation des GFS (formation COGES et distribution du stock) ;
- Et la mise en œuvre des activités de nutrition (sensibilisation et démonstrations culinaires) autour des GFS

### **4.3.2. Etat de mise en œuvre de la composante B : « Accès aux marchés » par AS**

Cette composante vise l'amélioration de l'accès aux marchés pour les exploitations agricoles familiales par la construction des marchés de demi gros, des centres de collecte satellites et des maisons de paysans-au sein des 21 PDE dans lesquels plus de 850 km de pistes rurales seront réhabilitées/construites. Ces investissements complèteront ceux des projets PASADEM, PPI/ Ruwanmu et PUSADER, afin d'assurer une continuité territoriale permettant l'émergence de réseaux régionaux et sous régionaux.

Pour faciliter sa mise en œuvre, elle a été structurée en trois sous composantes à savoir : Aménagements structurants d'accès aux plateformes de commercialisation, Mode de gestion des infrastructures et l'intégration régionale des échanges.

#### **4.3.2.1. Etat d'exécution physique et financière de l'AS9 : Construction des plateformes de commercialisation**

##### **a) Objectifs opérationnels :**

i) Achever les travaux de construction d'infrastructures de 3 marchés de demi gros des PDE de Tessaoua, Sabon Machi et Djirataoua ; du centre de collecte de N'Walla Dan Sofoua dans le PDE de Guidan Roumdji et de la Maison du Paysan des PDE Tessaoua (Guichet PASADEM) ; (ii) Construire 5 maisons du Paysan au niveau des PDE de Karofane, Badaguichiri, Sabon Guida ; Bandé et de Doungou en vue de faciliter les transactions commerciales des produits agricoles ; (iii) Démarrer les travaux de construction de 6 plateformes de commercialisation au niveau des PDE de Bandé, Doungou ; Guidimouni, Doguéraoua, Kéhéhé et Gourgia (Guichet ProDAF/OFID) et de deux marchés de demi gros de Guidan Roumdji (Guichet ProDAF/FIDA) et Sabon Guida (Guichet ProDAF/OFID) (iv) Réaliser les études techniques de faisabilité et amorcer le processus de construction de 6 centres de collecte dans les PDE de Mirriah et Guidiguir (Zinder), de Guidan Roumdji (Dogon Farou) et de Sabon Machi ( Mayara) et ainsi que d'un marché de demi-gros dans le PDE de Mirriah.

##### **b) Stratégies de mise en œuvre :**

Les activités de réalisation des infrastructures de marchés sont conduites à travers des contrats de prestations qui sont signés avec les cabinets d'études et les entreprises recrutées à cet effet. Tous les acteurs (STD, autorités locales, cadres de concertation/HadinGwiwa) seront associés au processus de suivi et supervision.

Tous les dossiers techniques pour les recrutements ont été élaborés par l'équipe de la composante B. La passation des marchés a été conduite en collaboration avec le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage.

##### **b) Niveau d'avancement**

La situation de l'avancement par région est déclinée ainsi qu'il suit :

##### **Pour la région de Maradi :**

- ☞ Un avis d'appel d'offre national a été lancé et a abouti au recrutement d'une entreprise pour la construction de la Plateforme de Gourdjia.
- ☞ Une entreprise est recrutée pour réaliser le marché de demi-gros de Guidan Roudji..
- ☞ Pour les centres de collecte de Mayara et Dogon Farou, l'APS et REIS provisoires sont déposés.
- ☞ 1 cabinet d'étude est recruté pour effectuer les études techniques de faisabilité de la mini AEP du marché de Tessaoua.

### **Pour la région de Tahoua**

- **Processus de réalisation de 2 Plateformes et 1 MGD à Sabon Guida Doguéraoua et Kéhéhé**
- ☞ Aboutissement du processus de recrutement d'un cabinet d'ingénieurs conseils pour le contrôle et de 3 entreprises pour l'exécution des travaux de construction de deux Plateformes et d'un MDG à Sabon Guida, Dogueraoua et Kéhéhé;
- ☞ 3 entreprises ont été recrutées pour la conduite des travaux de construction de deux plates-formes de commercialisation et 1 marché de demi gros ;
- ☞ 1 cabinet de contrôle recruté
- ☞ La remise des sites a été effectuée et les travaux ont démarré avec le terrassement des sites devant abriter les infrastructures des 2 plates-formes et du MDG.

### **Etudes techniques pour la réalisation de 2 MDG à Badaguichiri et Karofane**

- ☞ Aboutissement du processus de recrutement d'un cabinet d'étude pour conduire les études techniques pour la construction et l'aménagement de 2 MDG au niveau des PDE de Badaguichiri et Karofane.
- ☞ 1 marché est signé ;
- ☞ Une avance de démarrage est payée ;
- ☞ La remise des sites au cabinet a été effectuée ;
- ☞ L'ordre de service de démarrage des études est notifié et les études entamées.

### **Processus de réalisation d'infrastructures pour 3 maisons de paysans à Sabon Guida, Badaguichiri et Karofane.**

- ☞ Deux ( 2) maisons de paysans ont été réceptionnées

### **Etude de 2 centres de collecte de Koumassa et Koundigué (PDE de Sabon Guida)**

- ☞ Aboutissement du processus du recrutement d'un cabinet d'étude, pour conduire les études techniques pour la réalisation d'infrastructures des centres de collecte de Koumassa et Koundigué dans le PDE de Sabon Guida.
- ☞ Un contrat signé, réunion de cadrage et remise du site faite ;
- ☞ L'ordre de service de démarrage a été notifié et les études sont en cours

### **Pour la de Zinder :**

- ☞ La Plateforme de Commercialisation de Bandé : l'approvisionnement du chantier en matériaux en ciment, fer à béton, gravier et sable est effectué ; les briques en cours de confection ;
- ☞ Pour celle de Doungou : les travaux sont à un taux d'exécution 48% tandis que pour celle de Guidimouni, le contrat des travaux est signé.
- ☞ Démarrer le contrôle des travaux du centre de collecte de Baban Ruwa

**Tableau 29 : Niveau d'exécution de l'AS9**

Composante B : Rubriques	Unité	Cible Globale	Cibles PTBA 2016	Cibles PTBA 2017 prévu	Cibles PTBA 2017	Cibles cumulées réalisées	TR PTBA 2017	Taux cumulé
<b>AS9. Développement des infrastructures commerciales</b>								
Etudes de faisabilité MDG	MDG	6	1	1	0	1	0%	17%
Marchés de Demi Gros (MDG)	Nbre	16	1	2	0	1	0%	6%
Maisons de Paysans (MP)	Nbre	9	3	8	2	5	25%	56%
Plates formes de commercialisation	Nbre	6	0	6	0	0	0%	0%
Etudes faisabilité Centre de collecte	CCS	11	0	6	0	0	0%	0%
Centres de collectes Satellites (CCS)	Nbre	11	0	4	1	1	25%	5%

L'état d'avancement des activités au titre de l'AS 9 varie d'une région à une autre à un autre. Le taux d'exécution physique global est estimé à 65%.

Sur le plan financier le taux de décaissement de l'AS au 15 octobre est de 47% le détail par unité de gestion est fourni dans le tableau ci-dessous :

**Tableau 30: Niveau de décaissement de l'AS9 au 31 Décembre 2017**

Paramètre	UGP				ProDAF
	Maradi	Tahoua	Zinder	CENAT	
Budget Prévu	347 995 000	624 245 906	748 405 547		1 720 646 453
Décaissement	101 097 229	668 976 312	282 847 611	100 576 436	1 153 497 588
<b>TEF</b>	<b>29%</b>	<b>107%</b>	<b>38%</b>		<b>67%</b>
<b>TEP</b>	<b>55%</b>	<b>85%</b>	<b>88%</b>		<b>76%</b>

Le très faible de décaissement pour l'URGP de Maradi sur cette AS est dû entre autres aux travaux du MDG de Guidan Roudji qui n'ont pas encore connu un démarrage effectif, du fait au retard accusé par l'entreprise en charge des travaux d'aménagement de la plateforme, sous financement PRACC

A Tahoua, une DPD comme avance sur les travaux des PF et de point de vue physique les chantiers n'avancent pas normalement.

A Zinder, certains chantiers avancent normalement sur le plan physique mais les décomptes ne sont pas encore envoyés

#### **d) Contraintes/difficultés rencontrées**

- Le changement des responsables intervenu au niveau du Ministère de l'Agriculture (Contrôleur financier et Directeur des marchés publics) a retardé de plus de 2 mois l'obtention de l'avis de conformité sur les DAO.
- Lenteur dans le traitement des DANO des infrastructures.
- Le retard dans le processus de la signature des contrats (3 mois d'attente) pour les entreprises adjudicataires des marchés de travaux de construction des PFC et du CCS ;
- Le retard dans l'exécution des travaux de l'entreprise en charge de construction du mur de clôture et terrassement du MDG de Guidan Roudji ;
- Ralentissement de démarrage des travaux du à la non délivrance des quittances d'abattage des arbres à temps au niveau des sites des plateformes et MDG.

- Problème rencontré au niveau de site de Kondigué suite à une mésentente entre les bénéficiaires sur la localisation du site de construction du centre de collecte.

### **e) Perspectives**

#### **URGP Zinder**

- Le démarrage des études techniques d'un marché de demi-gros et de 2 CCS dans les PDE de Mirriah et Guidiguir à Zinder ;
- Le parachèvement des travaux de construction de la MP de Doungou et l'organisation de la réception provisoire pour Zinder;
- Le démarrage des travaux de construction de 2 PFC et d' 1 CCS au niveau des PDE de Bandé et Doungou à Zinder.
- Le lancement de l'avis d'appel national pour les travaux de la plateforme de Guidimouni

#### **URGP Maradi**

- ✓ Le lancement des travaux du marché de Guidan Roudmji en août 2017 (le temps que PRACC finisse les travaux de terrassement et du mur de clôture) ;
- ✓ La réalisation des études et la construction de MAEP et deux centres de collecte ;
- ✓ Le lancement de l'avis d'appel national pour les travaux de la plateforme de Gourdjia.

#### **URGP de Tahoua**

- ✓ Installation de chantiers ;
- ✓ Elaboration et approbation des dossiers d'exécution ;
- ✓ Démarrage des études (2 MDG Badaguichiri et Karofane) et des travaux (1 MDG sabon Guida et 2 plateformes Doguéraoua et Kéhéhé)

### **4.3.2.2. Etat d'exécution physique et financière de l'AS10 : Construction/réhabilitation des pistes rurales**

#### **a) Objectifs opérationnels :**

(i) Achever les études techniques (APS, APD, EIS, DAO) pour la réhabilitation / construction de pistes rurales de 160 Km dont 89 Km (Maradi) et 171 (Tahoua) au niveau des PDE de Badaguichiri, Tounfafi, Karofane et Sabon Guida (Tahoua) ;(iii) Conduire études techniques de faisabilité pour la construction /réhabilitation de 417 km (98+185+134) de pistes dans les PDE de SabonMachi, Djirataoua et GuidanRoudmji (Maradi) ; tous les PDE (Tahoua) et les PDE de Bandé, Gayi et Mirriah (Zinder) ; en vue de créer les conditions d'une bonne réalisation de ces infrastructures, (iv) Conduire le processus de recrutement des entreprises BPT et les cabinets de contrôle pour la réalisation des travaux de construction/réhabilitation de 126 Km dont 51 km de pistes rurales dans les PDE de Tounfafi et Sabon Guida et 75 km de pistes rurales dans les PDE de Bandé et Gayi (Zinder), (v) Réactualiser les schémas directeurs régionaux de désenclavement et faciliter la mise à niveau des entreprises BTP partenaires du Programme et (vi) Superviser les chantiers pour capitaliser

#### **b) Stratégies de mise en œuvre**

L'activité sera réalisée à travers des contrats de prestations qui seront signés avec des cabinets d'études et des entreprises pour le suivi contrôle et la réalisation des travaux. Tous les acteurs (les STD, autorités locales, cadres de concertation/ Hadin Gwiwa) seront associés au processus de suivi et supervision.

L'atelier de mise à niveau des PME /BTP regroupera les bureaux d'études et de contrôle, les entreprises de catégorie 3 et plus, qui exercent sur le territoire national.

### c) Niveau d'avancement

- 2 DAO validés pour 120 Km de piste dans le PDE de Badaguichiri et Karofane et 51 Km dans les PDE de Tounfafi et Sabon Guida ;
- Démarrage du Processus de recrutement des entreprises et du cabinet de contrôle pour l'aménagement de 72,62 km de pistes rurales dans les PDE de Tounfafi et Sabon Guida
- Les DAO et APD des études techniques sur la réalisation de 450 km (travaux neufs et réhabilitation) en cours ;
- Lancement de l'avis à manifestation d'intérêt pour les 98 Km sur le guichet FIDA dans la région de Tahoua
- Contrat en cours de signature pour le cabinet chargé de l'étude de 59 km dans la région de Zinder.
- APS, APD, REIES validés et DAO élaboré une étude technique de 72 km de piste en travaux neufs : Magaria-Sawaya, Mirriah-Houk, Almari-Kirchia-Ganisco et Karida
- Les rapports définitifs d'APS, d'APD, REIES et un DAO provisoires disponibles pour les 89 km (financement OFID).
- un atelier de validation des tronçons des 98 km sur financement ProDAF/FIDA pour Maradi a été tenu avec tous les acteurs.

**Tableau 31 : Niveau de réalisation physique de l'AS10**

Composante B : Rubriques	Unité	Cible Globale	Cibles PTBA 2016	Cibles PTBA 2017 prévu	Cibles PTBA 2017	Cibles cumulées réalisées	TR PTBA 2017	Taux cumulé
<b>AS10. Construction/réhabilitation des pistes rurales</b>								
Etudes de faisabilités	Km	699	0	394	175	175	44%	25%
Travaux neufs	Km	511	7	100	84	91	84%	12%
Travaux réhabilitation	Km	188	18	0	0	18		7%

Sur le plan physique, le niveau d'exécution de l'AS est à 80%

Les taux de décaissement global est de 72 % et le détail par unité de gestion sont consignés dans le tableau suivant :

**Tableau 32: Niveau de décaissement de l'AS10 au 31 Décembre 2017**

Paramètre	UGP				ProDAF
	Maradi	Tahoua	Zinder	CENAT	
Budget Prévu	121 222 200	175 923 708	116 673 600	85 000 000	498 819 508
Décaissement	120 142 463	152 971 257	82 292 726	5 189 596	360 596 042
<b>TEF</b>	<b>99%</b>	<b>87%</b>	<b>71%</b>	<b>6%</b>	<b>72%</b>
<b>TEP</b>	<b>65%</b>	<b>97%</b>	<b>96%</b>	<b>50%</b>	<b>77%</b>

### d) Leçons apprises

La mise à contribution des services techniques concernés (niveau national, régional et départemental) dans la supervision des études sur le terrain et à travers les ateliers de validation des APS et APD est gage d'un DAO de bonne qualité.

### e) Perspectives

- L'organisation des ateliers de validation d'APD et DAO de 75 km de pistes rurales dans les PDE de Bandé et Gayi,
- Le démarrage des études techniques de 59 km de piste rurale dans les PDE de Mirriah et Bandé.
- Le lancement des avis d'Appel d'Offre National pour la construction d'une Mini AEP et deux centres de collecte au niveau de l'URGP de Maradi.

#### **4.3.2.3. Etat d'exécution physique et financière de l'AS11 : renforcement des structures de gestion**

##### **a) Objectifs opérationnels :**

Poursuivre l'animation des cadres de concertation 'hadin gwiwa' sur les PDE de Sabon Guida, Kehéhé, Doguéraoua, Badaguichiri et Karofane ; (ii) Poursuivre le renforcement des capacités des structures de gestion des infrastructures commerciales déjà mis en place au niveau des PDE de Tessaoua, Sabon Machi, Djirataoua, Guidan Roudji ;(iii) Mettre en place et accompagner 5 structures de gestion des infrastructures commerciales aux niveaux de 3 PDE (Bandé, Doungou et Guidimouni) ; et 2 des PDE à Tahoua (Toufafi / Guidan Ider) ; (iv) mettre en place et animer les mini hadin guiwa au niveau des centres de collecte de Koumassa et Koundigué (PDE de Sabon Guida ; (v) Mettre en place et animer un système d'informations sur les marchés agricoles (SIMA) pour renseigner les acteurs des marchés sur les tendances des prix et les volumes des produits sur les marchés ; (vi) Poursuivre l'animation du système d'informations sur les marchés agricoles (SIMA) déjà mis en place à Maradi et mettre en place des nouveaux dans les régions de Zinder et Tahoua les autres, (vii) Redynamiser les brigades d'entretien routier (BER) existants au niveau des tronçons de pistes réalisés, les équipées et les formées.

##### **b) Stratégies de mise en œuvre**

L'ONG AcSSA Afrique verte et la CRA procéderont à la mise en place et au renforcement des structures de gestion des marchés de demi gros/Plateformes. Les acteurs économiques du PDE, la collectivité et les autorités administratives et coutumières seront pleinement impliqués dans tout le processus.

Pour l'entretien des pistes, le ProDAF procédera à la formation et au renforcement des capacités du dispositif mis en place par le PASADEM et le PUSADER+.

##### **c) Niveau d'avancement :**

7 GIE (4 à Zinder et 3 à Maradi) formés/recyclés au niveau des PDE de Bandé, Doungou, Guidimouni et Mirriah, Tessaoua, Djirataoua et Sabon Machi et 3 GIE Tahoua Doguéraoua, Sabon Guida et Kéhéhé dont le Renforcement de capacité est en cours.

LepProcessus de mise en place de 2 structures de gestion est également en cours au niveau de Badaguichiri et Karofane

La signature des contrats de partenariat public-privé entre les GIE des MDG et les Mairies de Djirataoua, Tessaoua et Sabon Machi ;

9 Brigades Communautaires d'Entretien Routier (BCER) sont mises en place, formées et équipées

- 2 ateliers de lancement des activités d'ingénierie sociale autour des marchés ont été organisés à Tounfafi et GuidanIdder en compagnie des autorités de la région, des STD, la CRA, les autorités communales et coutumières et les acteurs du marché avec l'appui de la CENAT
- Des structures de gestion des infrastructures marchandes au niveau de sont mises en place (formation en gouvernance) ;

Le Renforcement des structures de gestion des marchés Djirataoua, Sabon Machi et Tessaoua ( Maradi) ; celles de Badaguichiri et Karofane (Tahoua) et celles de Bandé, Doungou et Guidimouni (Zinder)

- 1 dispositif local de collecte et de traitement des informations commerciales est mis en place au niveau de Sabon Guida, Dogueraoua, Kéhéhé, Badaguichiri et Karofane. Le Processus de diffusion de l'information sur la commercialisation est amorcé ;
- Les missions d'animation sensibilisation sur la gestion des infrastructures marchandes ont été réalisées au niveau de Karofane et Badaguichiri.
- 2 Ateliers de partage des différentes formes juridiques des organes de gestion des infrastructures marchandes à Karofane et Badaguichiri ont été faits
- La signature d'un contrat de partenariat public-privé entre le GIE et la Mairie de Djirataoua ; Tessaoua et Sabon Machi
- Lancement des activités du marché de Djirataoua ; Tessaoua et Sabon Machi
- Animation des débats radiophonique sur le fonctionnement des MDG.

**Tableau 33 : niveau d'exécution de l'AS11**

Composante B : Rubriques	Unité	Cible Globale	Cibles PTBA 2016	Cibles PTBA 2017 prévu	Cibles PTBA 2017	Cibles cumulées réalisées	TR PTBA 2017	Taux cumulé
<b>AS11. Développement des structures de gestion des infrastructures</b>								
Convention avec un prestataire spécialisé pour mise en place des structures de gestion des MDG	Nbre	4	2	3	1	3	<b>33%</b>	<b>75%</b>

**Tableau 34: Niveau de décaissement de l'AS11 au 31 Décembre 2017**

Paramètre	Unité de Gestion du Programme				ProDAF
	Maradi	Tahoua	Zinder	CENAT	
Budget Prévu	113 888 560	76 854 774	96 685 837	15 000 000	302 429 171
Décaissement	94 262 856	43 991 217	81 536 847	-	219 790 920
<b>TEF</b>	<b>83%</b>	<b>57%</b>	<b>84%</b>	<b>0%</b>	<b>73%</b>
<b>TEP</b>	<b>70%</b>	<b>92%</b>	<b>97%</b>	<b>50%</b>	<b>77%</b>

**d) Contraintes/difficultés rencontrées**

- ✓ Faible production des produits maraichers pouvant assurer un ravitaillement régulier du marché de Djirataoua ;
- ✓ Insuffisance de l'engagement des autorités locales et certains acteurs dans l'opérationnalisation du marché de Djirataoua ;
- ✓ La Non prise en charge des salaires du personnel salarié du MDG de Djirataoua.
- ✓ Quelques cas de non collaborations (non adhésion ou refus) des populations dans les choix de sites des certains infrastructures (piste cas de la déviation de la rampe Wadallé, Centre de collecte de Koundigué).

**e) Leçons apprises :**

- Eviter la construction d'infrastructures commerciales en dehors des sites de marchés existants.

- Développer une communication ciblée au niveau des commerçants et intermédiaires dans le processus de l'ingénierie sociale autour des marchés.

#### **f) Perspectives**

- La poursuite de l'ingénierie sociale (information/sensibilisation) au niveau des 6 tronçons totalisant 154 km au niveau des PDE de Bandé, Gayi, Bandé et Mirriah.
- Validation des besoins en pistes rurales au niveau des PDE.
- Atelier régional de validation de 185 Km de piste rurale selon l'approche PDE

### **4.3.2.4. Etat d'exécution physique et financière de l'AS12 : Appui aux investissements productifs au sein des PDE**

#### **a) Objectifs opérationnels :**

(i) Appuyer le financement d'au moins 30 Promoteurs/MER à travers le mécanisme de financement à coûts partagés ; (ii) Renforcer les capacités des 3 Institutions Financières (IF) pour faciliter l'accès au financement aux promoteurs d'activités agricoles ou en lien avec les productions agricoles, la commercialisation (boutiques d'intrants, commercialisation groupée, stockage groupé, transformation, transport, services marchands).

#### **b) Stratégies de mise en œuvre**

La réalisation de cette activité suivra le processus suivant : (i) Partenariat avec les IF parmi celles qui offrent des services de qualité aux promoteurs; (ii) identification des MER (iii) Organisation d'ateliers d'échanges et de partage d'informations sur le financement de l'agriculture et l'amélioration de la méthodologie de crédit agricole ainsi que le code de financement du ProDAF.

#### **c) Niveau d'avancement**

- Ateliers de partage de la note conceptuelle sur le dispositif MER
- Identification des promoteurs en cours
- les capacités des acteurs sont renforcées en matière de finance rurale ;
- -les conventions signées avec les IF identifiées, leurs capacités renforcées
- Plusieurs missions pour sensibiliser les populations et les autorités sur le nouveau mécanisme du financement à coût partagé sont conduites. ;
- Ligne de Subvention disponible au niveau des IF partenaires
- - Conventions signées avec 2 IF (ASUSU et BAGRI)
- Processus de recrutement du cabinet en cours pour renforcer les Capacités des IF

**Tableau 35 : Tableau du niveau d'exécution de l'AS12**

Composante B : Rubriques	Unité	Cible Globale	Cibles PTBA 2016	Cibles PTBA 2017 prévu	Cibles PTBA 2017	Cibles cumulées réalisées	TR PTBA 2017	Taux cumulé
<b>AS12. Promotion d'activités commerciales au sein des PDE</b>								
Renforcement des promoteurs et des Petites et Moyennes Entreprises (PME)	Groupe	800	0	21	0	0	0%	0%
Renforcement des capacités des Institutions Financières (IF)	Nbre	19	4	8	4	8	50%	42%
Financement des promoteurs	Nbre	9 641	0	1	0	0	0%	0%

**Tableau 36: Niveau de décaissement de l'AS12 au 31 Décembre 2017**

Paramètre	UGP				ProDAF
	Maradi	Tahoua	Zinder	CENAT	
Budget Prévu	75 000 000	16 932 372	16 000 000		107 932 372
Décaissement	10 764 554	13 911 707	1 322 614	11 256 883	37 255 758
<b>TEF</b>	<b>14%</b>	<b>82%</b>	<b>8%</b>		<b>35%</b>
<b>TEP</b>	<b>70%</b>	<b>81%</b>	<b>60%</b>	<b>60%</b>	<b>68%</b>

#### d) Perspectives

- L'organisation d'un atelier de validation de la note de cadrage sur le dispositif MER ;
- Le démarrage du financement des promoteurs/MER et le renforcement des capacités des IF.

#### 4.3.2.4. Etat d'exécution physique et financière de l'AS13 : Intégration régionale des échanges

##### a) Objectifs opérationnels

Cette sous-composante vise à donner au ProDAF l'opportunité de participer aux dialogues politiques autour de l'amélioration de la connectivité des pôles de développement économique (tels les marchés de demi-gros et les plateformes de commercialisation) et des corridors de transport sous régionaux dans les espaces « Kano – Katsina – Maradi », « Tahoua – Sokoto – Kebbi » et « Zinder – Jigawa/Daura – Kano », couvrant les zones transfrontalières entre le Niger et le Nigéria.

Il s'agit spécifiquement de : i) Contribuer à une meilleure connaissance du fonctionnement du commerce des produits agropastoraux, ii) Contribuer à réduire les entraves commerciales et faciliter la libre circulation des produits agropastoraux et iii) Améliorer le dialogue politique inter-acteurs et assurer le renforcement des capacités des acteurs.

##### b) Stratégies de mise en œuvre

L'approche d'intervention de cette sous-composante 2.3, relative à l'intégration régionale des échanges vise à intervenir du technique au politique: (i) niveau Techniques, Etudes et (ii) niveau dialogue politique (au niveau local, national et sous régional). Cette logique d'intervention repose sur une analyse technique rigoureuse des difficultés pour informer les décideurs en toute objectivité et sur un principe de subsidiarité, pour que les difficultés soient traitées au plus bas échelon administratif pertinent.

La mise en œuvre de toutes ces activités se fera avec trois (03) grands partenaires spécialisés avec lesquels le ProDAF a signé des conventions Cadre de Collaboration. Il s'agit de :

- L'Institut du Sahel (INSAH) du CILSS pour la mise en œuvre du volet technique de la sous composante notamment les études et la réalisation des activités de suivi des flux des produits agricoles/bétail et des entraves au commerce entre le Niger et le Nigeria à travers 3 principaux couloirs de transport ;
- La Chambre de Commerce et d'Industrie du Niger et la Chambre Consulaire de Commerce Nigéro-Nigériane qui seront chargées du renforcement des capacités et les actions de mise en relation des opérateurs, et des acteurs locaux ;
- La Commission Mixte Nigéro/Nigériane sera chargée des aspects politiques aux niveaux national et sous régional.

##### d) Niveau d'avancement

En termes de résultats on note :

- Une étude sur les pratiques anormales réalisée au niveau des trois corridors ;
- Deux dispositifs de suivi des flux des produits agricoles et du bétail mis en place;
- des cellules techniques locales installées et renforcées
- des missions d'information / Sensibilisation conduite avec les différents acteurs de facilitation des échanges transfrontaliers
- un atelier d'échanges avec les CTL tenu ;
- atelier d'échanges entre les Programmes FIDA au Niger et au Nigeria organisé;
- Mise en place et animation de trois (3) dispositifs de suivi de flux transfrontaliers des produits agropastoraux dans la zone du corridor à travers 3 points d'observation situés à Konni , GuidanTakoissara (Galmi) et Bangui (Madaoua);
- Prospection et caractérisation du corridor Tahoua – Sokoto - Zamfara –Kebbi (TSZK);
- Mise en relation des acteurs en vue de la facilitation de commerce transfrontaliers notamment les Unions et les Fédérations des OPs ;
- Information / Sensibilisation des différents acteurs de facilitation des échanges des produits agropastoraux transfrontaliers sur la mise en place de la cellule technique locale sur le corridor à l'image des cellules techniques se trouvant sur les 2 autres corridors
- L'organisation du « Road show 8» organisé à Katsina a regroupé toutes les parties prenantes du Niger et du Nigeria (les représentants des gouverneurs, les forces de l'ordre, les acteurs du commerce...) et a vu aussi la participation de la CMNNC, CILSS, l'Alliance Borderless, le ProFAB et le ProDAF. A l'issue de cet atelier plusieurs recommandations ont été formulées pour faciliter les échanges transfrontaliers entre les deux pays

**Tableau 37 : Niveau d'exécution de l'AS13**

Composante B : Rubriques	Unité	Cible Globale	Cibles PTBA 2016	Cibles PTBA 2017 prévu	Cibles PTBA 2017	Cibles cumulées réalisées	TR PTBA 2017	Taux cumulé
<b>AS13. Développement des échanges transfrontaliers</b>								
Mise en place de cellules techniques locales et des corridors	Appui	19	0	4	2	2	<b>50%</b>	<b>11%</b>

**Tableau 38: Niveau de décaissement de l'AS13 au 31 Décembre 2017**

Paramètre	UGP				ProDAF
	Maradi	Tahoua	Zinder	CENAT	
Budget Prévu	12 000 000	15 000 000	18 850 000	143 500 000	189 350 000
Décaissement	10 736 095	18 259 940	14 173 255	89 920 063	133 089 353
<b>TEF</b>	<b>89%</b>	<b>122%</b>	<b>75%</b>	<b>63%</b>	<b>70%</b>
<b>TEP</b>	<b>97%</b>	<b>100%</b>	<b>80%</b>	<b>75%</b>	<b>88%</b>

#### e) **Contraintes/difficultés rencontrées**

Les principales difficultés rencontrées sont liées à la lenteur dans la mise en œuvre des activités liées à la lourdeur administrative des partenaires (CILSS, CMNNC). Il faut noter également l'indisponibilité des Experts chargés des activités aux dates initialement retenues.

<sup>8</sup> Campagne de sensibilisation sur un thème (ici il s'agit du commerce transfrontalier entre le Niger et le Nigeria)

## **f) Leçons apprises/recommandations**

Il faut par ailleurs noter que ce partenariat entre la CMNNC et le PRODAF permettra de réaliser des interventions au Nigéria. Ces interventions sont absolument nécessaires dans la facilitation des échanges transfrontaliers mais auraient pu poser des difficultés institutionnelles n'eût été la CMNNC qui est un organisme bilatéral.

Dans cette perspective, la mobilisation du Programme FIDA au Nigeria est absolument nécessaire pour accompagner la dynamique à travers des appuis à l'animation des CTL du Nigeria. D'ores et déjà, le Gouverneur de Jigawa s'est engagé à prendre en charge toutes les réunions locales et autres activités de la CTL. Le ProDAF en lien avec la CMNNC assurera l'encadrement et le renforcement des capacités.

Aussi, plusieurs projets et Programmes (PRACC, GIZ, etc.) du Niger manifestent leur intérêt aux CTL et qui participent actuellement aux travaux en tant qu'observateurs.

## **g) Perspectives**

- Le renforcement du dispositif de suivi, de collecte, de traitement, d'analyse et diffusion des données sur les flux transfrontaliers des produits agropastoraux et les tracasseries administratives et routières le long des corridors;
- Le renforcement des actions de sensibilisation, de plaidoyer et de dialogue entre les acteurs de la chaîne du commerce régional;
- Le renforcement du dispositif de suivi et d'évaluation des activités conduites sur le terrain;
- Le renforcement de la communication sur les activités du programme, à travers la production et les publications régulières des informations.

### **4.4. Etat de mise en œuvre de la composante C « Gestion et coordination du programme, suivi-évaluation et gestion des savoirs »**

#### **4.4.1. Etat de mise en œuvre de la composante C « Gestion et coordination du programme, suivi-évaluation et gestion des savoirs »**

L'objectif de la présente composante est de mettre en place les mécanismes permettant de planifier, coordonner, gérer, suivre et évaluer la mise en œuvre des activités et les impacts du projet. De manière spécifique, la composante doit faciliter la capitalisation des expériences, partager et communiquer sur les résultats et assurer la gestion de la base des données du ProDAF.

#### **4.4.1. Etat d'exécution physique et financière des activités du Suivi Evaluation du ProDAF**

##### **a) Objectifs opérationnels :**

(i) Conduire des études thématique pour capitaliser les effets impacts et les bonnes pratiques et l'amélioration des connaissances contextuelles de la mise en œuvre des activités structurantes du programme ; (ii) Participer à la validation des documents et Financer la convention signée avec le BEEEI dans le cadre du suivi de la mise en œuvre du CGES, du CPRP et du CGPP du ProDAF (iii) Opérationnaliser le système S&E participatif à travers la poursuite de la mise en place et l'animation des dispositifs (dispositif de ciblage villageois, le dispositif d'analyse économique et financière et le dispositif de suivi carbone EX-ACT) ; iv) Organiser des réunions d'échange/partage avec les partenaires de mise en œuvre (ONG et les services techniques), des Ateliers bilan/programmation (semestriel et annuel) et planification participative (v) participer

à l'organisation de deux missions de supervision conjointe FIDA-Gouvernement, vi) préparer et participer à la signature des conventions avec les institutions de recherche. vii) Faciliter la mission d'achèvement du PPI RUWANMU, du PASADEM et du PUSADER+. viii) Organiser des séances de renforcements des capacités en matière de SE et de gestion des savoirs au profit d'au moins 90 agents (équipe S&E, partenaires, etc.) afin qu'ils puissent mieux contribuer à l'opérationnalisation le système de SE

## b) Stratégies de mise en œuvre

Pour les études et les missions d'achèvement, des consultants seront recrutés et seront conduites en collaboration entre les 3 URGP du ProDAF (Maradi, Tahoua et Zinder).

-Pour ce qui concerne le suivi de la mise en œuvre des documents de sauvegarde du ProDAF, il sera fait en collaboration avec le BEEEI sur la base du plan d'action 2017 de la convention y relative.

-Les activités de suivi-évaluation seront conduites en concertation avec les URGP et CENAT sur la base d'une feuille de route.

- le dispositif de ciblage nominatif sera opérationnalisé par les responsables de l'unité S&E des URGP,

-le partenariat scientifique avec les universités et institutions de recherche (ICRISAT, AGRHYMET, UAM, GEMBLOUX) sera exécuté à coûts partagés

-La mise en œuvre d'activité formation des acteurs en S/E se fera sur la base d'un plan de formation élaboré à cet effet.

## g) Niveau d'avancement

- Elaboration des différents plans d'actions 2017 des guichets ProDAF/FIDA, ASAP et FEM
- Etablissement d'une feuille de route globale pour les achevements des projets PUSADER+, PASADEM et PPI RUWANMU
- Etude effets/impacts des pistes PUSASER+
- Trois (3) rapports études thématiques sont en phase de rédaction
- 01 Mission d'achèvement conduite et rapport disponible ;
- outils S/E harmonisés et base des données renseignée ;
- 03 dispositifs de suivi Evaluation villageois mis en place et animés;
- Rapports sur la situation de référence de l'AEF des exploitations agricoles et des marchés réalisée ;
- Une étude de référence du guichet ProDAF/FEM réalisée
- Formation sur SHARP et sur la méthodologie de ciblage

**Tableau 39 : Niveau d'exécution financière des activités de S-E**

Activité structurante	Paramètre	Maradi	Tahoua	Zinder	CENAT	Total général
Suivi-Evaluation des activités et impacts du programme	Budget Prévu	Budget Prévu	67 577 100	86 168 000	114 000 000	84 500 000
	Décaissement	Décaissement	39 269 952	40 325 812	53 220 785	91 133 278
	<b>TEF</b>	<b>TEF</b>	<b>58%</b>	<b>47%</b>	<b>47%</b>	<b>108%</b>
	<b>TEP</b>	<b>TEP</b>	<b>61%</b>	<b>27%</b>	<b>61%</b>	<b>75%</b>
Formations en S/E des acteurs et formation technique des cadres S&E/Gds	Budget Prévu	Budget Prévu	16 000 000	18 000 000	17 000 000	10 000 000
	Décaissement	Décaissement	12 664 221	10 526 635	8 531 718	3 958 958
	<b>TEF</b>	<b>TEF</b>	<b>79%</b>	<b>58%</b>	<b>50%</b>	<b>40%</b>
	<b>TEP</b>	<b>TEP</b>	<b>81%</b>	<b>50%</b>	<b>50%</b>	<b>75%</b>
Assistance technique nationale/internationale	Budget Prévu	Budget Prévu	32 875 000	40 000 000	29 000 000	
	Décaissement	Décaissement	18 311 350	17 439 336	19 966 113	
	<b>TEF</b>	<b>TEF</b>	<b>56%</b>	<b>44%</b>	<b>69%</b>	
	<b>TEP</b>	<b>TEP</b>	<b>75%</b>	<b>50%</b>	<b>94%</b>	<b>60%</b>

#### e) Contraintes/difficultés rencontrées

- La disponibilité aléatoire de l'internet rend difficile l'utilisation quotidienne/suivi des activités avec la base de données électronique

#### f) Leçons apprises/recommandations

- Encourager la production de documents (livrables) portant le logo du ProDAF et qui pourront être utilisés par les acteurs pour une meilleure visibilité ;
- L'expérience des « ateliers locaux de lancement de l'ingénierie sociale au sein des pôles de développement » représente une plateforme de communication interactive efficace, d'appropriation et d'engagements des principaux acteurs au niveau des PDE ;
- Les réunions mensuelles avec l'ensemble des partenaires représentent une plateforme de communication interactive et d'appropriation de l'approche PDE.

#### g) Perspectives

- Démarrage de signature d'une convention avec les universités ;
- Opérationnalisation du dispositif AEF avec l'appui des GSC/ONG (suivi des 400 exploitants agricoles)
- Mise en place et opérationnalisation de la plateforme environnementale
- Une formation en suivi-évaluation est prévue à l'endroit des cadres du programme et partenaires de mise en œuvre après leur recrutement.

### 4.3.1.2. **Etat d'exécution physique et financière des activités de Communication**

#### a) Objectifs opérationnels

(i) Concevoir et diffuser 4 lots de supports d'info-communication sur les informations et connaissances déjà existantes ; (ii) Mettre en place et opérationnaliser les plateformes d'échanges sur des informations environnementales et (iii) Opérationnaliser le centre de documentation mis en place en 2016 en vue de faciliter l'accès à l'information aux jeunes diplômés et autres agents de développement (ONG, associations...) au niveau de la région. iv. Développer la collaboration PROCASUR pour une Gestion des Savoirs efficace ; v) vulgariser la logique d'intervention du ProDAF, les mécanismes de financement, la visibilité des activités, leurs résultats et impacts en direction du Gouvernement, des partenaires techniques et financiers, des autorités locales, des communautés à la base et des bénéficiaires ; vi) A la diffusion de bonnes pratiques, expériences réussies, initiatives et histoires à succès.

#### b) Stratégies de mise en œuvre

Les activités de communication sont réalisées en concertation avec les autres URGP et CENAT conformément au Plan d'action annuel de communication 2017 définissant les périodes et les responsabilités pour chacune des activités à conduire. Il s'agit de produire, multiplier et diffuser les supports d'informations (brochures, dépliant, tee short) en mettant à contribution les consultants et les imprimeries et de collaborer avec PROCASUR.

#### c) Niveau d'avancement

En matière de communication des actions entreprises ont abouti aux résultats ci-dessous:

- Une Stratégie de communication et plan d'action 2017 élaborés,
- une maquette du site web du ProDAF élaborée ;
- des supports de communication produits et diffusés ;

- visibilité du ProDAF assurée à travers la participation au SAHEL édition 2017 ;
- Des actions de communication lors des événements et des caravanes d'info/sensibilisation menées;
- la bibliothèque électronique mise à jour;

**Tableau 40 : Niveau d'exécution financière des activités de Communication**

Activité structurante		Maradi	Tahoua	Zinder	CENAT	Total général
Communication et Gestion des savoirs	Budget Prévu	29 389 140	50 000 000	40 000 000	26 500 000	145 889 140
	Décaissement	18 906 340	48 947 731	32 483 748	24 638 437	124 976 256
	<b>TEF</b>	<b>64%</b>	<b>98%</b>	<b>81%</b>	<b>93%</b>	<b>86%</b>
	<b>TEP</b>	<b>90%</b>	<b>80%</b>	<b>95%</b>	<b>90%</b>	<b>89%</b>

#### **c) Contraintes/difficultés rencontrées**

Pas de contraintes majeures au niveau de la communication.

#### **d) Leçons apprises/recommandations**

- Un important travail de communication au sein des PDE en collaboration avec les autorités reste à faire sur le ProDAF en termes d'opportunités et d'approches, l'utilisation des radios communautaires apparaît indispensable pour toucher le maximum d'acteurs ;
- Des échanges réguliers sont nécessaires avec les URGP pour identifier les besoins en communication prioritaires ;
- Définir un mécanisme approprié pour le financement des activités de communication ;
- Encourager la production de documents (livrables) portant le logo du ProDAF et qui pourront être utilisés par les acteurs pour une meilleure visibilité.

#### **g) Perspectives**

- Les actions de communication intenses seront engagées en tenant compte des besoins des différents acteurs au sein des PDE afin de promouvoir l'identité du ProDAF.
- Production et diffusion des succès stories (portraits des producteurs)
- Production et diffusion des reportages sur des thématiques du Programme (résultats pertinents)
- Production et diffusion d'un film documentaire sur le Programme
- Edition d'un bulletin périodique
- Mise en ligne du site web du Programme
- Production des supports de communication 2018 de fin d'année
- Production d'un chant pour l'image de marque du Programme.

### **4.4.2. Etat d'exécution physique et financière des activités de Dialogue politique**

#### **a) Objectifs opérationnels**

Apporter divers appuis au Haut-Commissariat de l'I3N tant au niveau national que régional, au MAG/EL et aux Conseils Régionaux et aussi faire face aux requêtes relatives à l'organisation des événements régionaux et nationaux ainsi qu'à l'opérationnalisation des cadres de concertations régionaux.

#### **h) Stratégies de mise en œuvre :**

Ces appuis seront apportés après la réception et l'analyse des dossiers de requêtes.

#### **c) Niveau d'avancement**

Les principales activités conduites dans le cadre du dialogue politique au titre du PTBA 2017 sont les suivantes :

- Participation à l'organisation et à la tenue de l'atelier d'échanges entre ProDAF et le CASP, deux programmes financés par le FIDA au Niger et au Nigeria qui œuvrent dans la promotion des échanges transfrontaliers ;
- Organisation de l'atelier de lancement du projet FEM-PAI ;
- Animation d'une conférence sur le financement agricole dans le cadre du SAHEL;
- Participation aux travaux du comité chargé d'élaboration du PDES 2017-2021 ;
- Participation aux autres réunions (FISAN, CNSEE, etc.) ;
- Elaboration et signature d'une convention avec le Haut-commissariat à l'i3N ;
- Elaboration de la note conceptuelle du ProDAF extension DIFFA.

**Tableau 41 : Niveau d'exécution financière des activités de dialogue politique :**

Activité structurante	Paramètre	Maradi	Tahoua	Zinder	CENAT	Total général
Appui à l'animation du dialogue politique	Budget Prévu	29 389 140	50 000 000	40 000 000	26 500 000	145 889 140
	Décaissement	15 496 340	44 160 405	28 172 747	13 143 554	90 992 686
	<b>TEF</b>	<b>53%</b>	<b>88%</b>	<b>70%</b>	<b>50%</b>	<b>62%</b>
	<b>TEP</b>	<b>75%</b>	<b>80%</b>	<b>95%</b>	<b>90%</b>	<b>85%</b>

#### **4.4.3. Etat d'exécution physique et financière des activités de Coordination et gestion administratives et fiduciaires**

##### **Volet Coordination, Gestion administrative et fiduciaire du Programme**

##### **a) objectifs opérationnels**

(i) assurer la coordination de tous les opérateurs et partenaires de la mise en œuvre, leur suivi et évaluation interne; (ii) assurer la programmation, le suivi et l'évaluation des activités réalisées sur le terrain; et (iii) assurer la gestion et l'utilisation efficiente des ressources du projet. Le processus stratégique de mise en œuvre des activités se définit à trois niveaux (i) Le Comité National de Pilotage est chargé de l'orientation stratégique et vérifie la cohérence des orientations du programme avec les stratégies, (ii) La Cellule Nationale d'Assistance Technique (CENAT) est chargée :i) de l'appui en ingénierie de projet, ii) du dialogue politique, iii) du volet pistes rurales, iv) du suivi-évaluation, et v) de la consolidation financière du Programme et (vi) une équipe de management composée des deux assistants techniques nationaux senior de la Cellule Nationale d'Assistance Technique (CENAT) et des trois coordinateurs régionaux donne des orientations pratiques aux équipes.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la composante C, plusieurs activités entrant dans le cadre de la gestion du programme ont été conduites au titre de l'exercice 2017:

En termes d'activités conduites dans le cadre de la coordination et de la gestion administrative et fiduciaire du programme, l'on retient :

- L'aménagement complémenté des locaux du ProDAF à Tahoua et Zinder (notamment le pavage, les hangars et l'installation des châteaux d'eau et des panneaux solaires) ;
- L'Acquisition (processus en cours) de Véhicules pour renforcer les capacités logistiques des URGP et de la CENAT;
- L'acquisition de matériels informatiques et bureautiques au niveau des URGP et CENAT;
- Elaboration du plan de formation du personnel du ProDAF;
- Recrutement et organisation de l'audit externe des comptes 2016 du ProDAF ;
- Engagement du processus de recrutement de l'auditeur interne du ProDAF ;
- Prise en charge des salaires du personnel, leurs déplacements et le fonctionnement courant et l'entretien du matériel roulant;
- Acquisition de lots de fourniture de bureau ;
- L'entretien et réparation de bureaux, locaux et matériels sont assurés ;
- Elaboration de six (06) DRF

**Tableau 42 : Niveau de réalisation financière du volet coordination et gestion du Programme**

Activité structurante	Paramètre	Maradi	Tahoua	Zinder	CENAT	Total général
Coordination et Gestion du Programme	Budget Prévu	274 776 528	286 511 914	334 258 996	467 547 735	1 363 095 174
	Décaissement	214 572 792	270 305 905	231 929 532	255 692 889	972 501 118
	<b>TEF</b>	<b>78%</b>	<b>94%</b>	<b>69%</b>	<b>55%</b>	<b>71%</b>
	<b>TEP</b>	<b>82%</b>	<b>71%</b>	<b>99%</b>	<b>65%</b>	<b>79%</b>

## V. PRINCIPALES CONTRAINTES/DIFFICULTES RENCONTREES

Les principales contraintes et difficultés rencontrées et qui ont impacté négativement sur l'exécution du programme pendant la période sous revue sont les suivantes :

- Une lenteur dans le traitement des DANO ;
- Une lenteur dans le processus de passation de marchés (DAO, Avis de conformité, analyse, signature et notification des marchés) ;
- Une sous-estimation des coûts des infrastructures dans le COSTAB ;
- Une tension de trésorerie lors du renouvellement des fonds.

## **VI. CONCLUSION**

La lourdeur administrative qui caractérise le processus des passations conjuguée à une tension de trésorerie connue au deuxième trimestre par le programme explique en grande partie les faibles taux d'exécution physique et financière du PTBA 2017. Malgré ces contraintes/difficultés rencontrées, la plupart des activités prévues dans la période ont démarré avec plus ou moins du retard. Néanmoins sur la base du rythme d'avancement constaté l'on peut espérer une amélioration progressive des taux d'exécution des PTBA ultérieurs. Cette hypothèse est également soutenue par les démarrages/parachèvement des constructions des infrastructures et l'effectivité des activités liées au traitement des bassins versants. Toutefois, les unités de gestion du Programme doivent adopter progressivement une démarche d'anticipation dans le traitement des dossiers (DANO et passation de marchés

## Localisation des Pistes Rurales et plateformes ProDAF

